

DISPONIBLE DANS LES
DEUX LANGUES ARABE
ET FRANÇAIS



معرفة حقوق النساء والأطفال
في الجزائر

إذا استلمناه الجاه البالغين 18 سنة وأكثر
إذا استلمناه الجاه المراهقين الذين تتراوح أعمارهم ما بين 14 إلى 17 سنة



مع دعم من
الوكالة الألمانية للتعاون الدولي
AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACION INTERNACIONAL
نوفمبر 2009

Réseau National des Centres d'écoute
sur les Violences contre les Femmes

RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES D'ÉCOUTE
SUR LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES



ISSN 1112-6108

Revue du Centre de l'Association
M'Barek Ait Menguellat
Agrément n°841 du 04/07/1990
délivré par la wilaya de Tizi-Ouzou
N°23 - Décembre 2009
Octobre-Décembre 2009
La revue du CIDDEF rejoint plus
de 5 000 lecteurs chaque trimestre
Publié par le Centre d'Information et de
Documentation sur les Droits de l'Enfant
et de la Femme

Association à but non lucratif
1, rue Alfred Letellier - Sacré coeur - Alger
Tél. / Fax : (213) 21 74 34 47
contact@ciddef-dz.com
ciddefenfant@yahoo.fr
Site web : www.ciddef-dz.com

sommaire

CIDDEF

Centre d'Information et de Documentation sur les Droits de l'Enfant et de la Femme

P. 02 > 25

DOSSIER

P.02 La protection de l'enfant en droit algérien

P.13 L'autorité parentale

P.16 L'éducation préscolaire en Algérie

P.19 La Sécurité sociale Droit personnel et /ou droit
dérivé pour les femmes ?

P.22 Le code des personnes et de la famille :
la légitimation du droit des femmes au Bénin

P. 26 > 27 FLASH INFOS

P.26 Formation sur «les violences ciblant les femmes»
5ème session de formation

P. 02 > 18 SEMINAIRES

لوضع ميثاق سلوك جديد
للحركات الاجتماعية في الدول العربية
المجتمع المدني الجزائري في مناقشة :
ميثاق لممارسة سياسية تستهدف التجمعات السياسية،
مدونة لقواعد السلوك الخاصة بالجمعيات،
مدونة لقواعد السلوك لاتحادات العمال.

P.02 مسودة مدونة سلوك للمؤسسات الأهلية
العربية 2008

P.08 ملتقى حول الممارسة الديمقراطية للأحزاب
والحركات السياسية

P.13 القوانين المنظمة لأشكال التنظيم الجماعي
في الجزائر

P.16 سلوك مدون : قواعد سلوكية للمنظمات
النقابية العربية

P.17 إعلان أسس الممارسة الديمقراطية للأحزاب
والحركات السياسية

P.19 L'histoire de l'UGTA se confond
avec l'histoire de l'Algérie

P.20 ASSOCIATIONS, SYNDICATS ET PARTIS POLITIQUES ARABES
QUEL CODE DE CONDUITE ?

Rencontre organisé par le CIDDEF en partenariat
avec la Fondation Frederich Neumann

Edito



Décembre a été le mois des célébrations. 20ème anniversaire de la Convention des Droits de l'Enfant, 15ème année de la CEDAW "Lutte contre la discrimination à l'égard des Femmes", Campagne Mondiale contre la Violence à l'égard des Femmes. Les Institutions Algériennes et la Société Civile ont célébré chacune à sa manière, souvent ensemble, ces manifestations. Si un sentiment d'un travail bien fait est exprimé d'un côté, frustration de l'autre reste encore présente malgré les efforts que déploie le mouvement associatif à prendre en charge des aspects délaissés par les Institutions. **La Société Civile a-t-elle les moyens de s'exprimer ? Respecte-t-elle un code de conduite qui la détermine dans ses objectifs et qui la guide dans ses relations avec ces Institutions ?**

Il est important de s'arrêter un instant sur toutes ces notions 19 ans après la promulgation de la loi sur les associations.

Avons nous bien acquis les règles de transparence, de communication, d'éthique et de respect de l'autre.

Un premier débat a commencé sur cette question, déjà traitée dans certains pays Arabes, et dont les résultats ont été le préambule à la réflexion engagée lors de la journée du 25 juin, il reste encore à la Société Civile Algérienne à l'enrichir afin qu'elle dégage elle-même ses propres règles de conduites.

Nadia Ait-Zai

www.ciddef-dz.com

ASSOCIATIONS, SYNDICATS ET PARTIS POLITIQUES ARABES QUEL CODE DE CONDUITE ?

Rencontre organisé par le CIDDEF en partenariat avec la Fondation Frederich Neumann

par Anissa BOT

Jeudi, 25 juin 2009, le CIDDEF a organisé un séminaire, «la liberté de l'organisation et du rassemblement», à la Maison Diocésaine à Alger en partenariat avec la Fondation Frederich Neumann avec le soutien de la Commission Européenne. En fait, c'est un projet qui vise les représentants des gouvernements, partis politiques, associations, ONG et organisations syndicales. Ce projet a été lancé dans les pays du Moyen orient, à savoir la Jordanie, la Palestine, l'Égypte, le Liban et la Syrie et commence à être introduit au Maghreb, à l'instar de l'Algérie. En effet, «cette rencontre fait suite à une série de rencontres chapeautées par la Ligue arabe qui se sont déroulées sous le même thème et avec les mêmes objectifs, respectivement en Égypte, en Jordanie et au Liban et qui vont se poursuivre au Maroc et en Tunisie»

Fatma Haouari, *Le Soir d'Algérie*.

«La fondation allemande espère, à travers ce projet régional, contribuer à l'adaptation des législations nationales relatives aux partis politiques, syndicats et associations, aux normes internationales en matière de droit de réunion et d'organisation»

H.A, *Liberté*.

Selon Mme Ubab Murad, la représentante de la fondation pour la Jordanie, ce projet traite de trois codes : «une Charte pour la pratique politique destinée aux formations politiques, un code de conduite spécial aux associations et enfin un autre code de conduite pour les syndicats»

H.A *Liberté*.

«Nous sommes là aujourd'hui en Algérie pour présenter le code» a signalé Mme Murad. «Celui-ci n'est pas définitif, il est toujours en discussion. Nous ne connaissons pas la réalité algérienne, mais nous espérons déboucher, à l'issue de cette rencontre, sur des propositions et des recommandations»

H.A, *Liberté*.

En d'autres termes, «les promoteurs du projet sont venus à Alger dans le but de jauger sa compatibilité ou non avec les traditions et pratiques de notre pays»

Azzedine Belferag, *Algérie News*.

Ont répondu présent à cette rencontre des responsables des partis politiques (FFS, FLN, FNA, RND), des associations et des ONG (Les Scouts Musulmans Algériens représentés par leurs chefs Benbrahram, Réseau Nada, Djazairouna, SARP, Fédération nationale des handicapés moteurs, Ouled N'soumer,), et du Syndicat : UGTA. «Mais pas l'ensemble des composantes de la société algérienne. Cela bien que le Ciddef ait invité tous les partis politiques, associations et syndicats, même ceux autonomes»

H.A, *Liberté*.

Le séminaire a été divisé en trois phases : la phase concernant les partis politiques a été animée par le Dr Mohamed Hannad, enseignant en sciences politiques à l'Université d'Alger, Dr Zoubir Arous, professeur à l'Université d'Alger et chercheur au CREAD, qui a fait un bilan de la situation du mouvement associatif et des syndicats en Algérie, Madame Rahmani a parlé de son expérience à l'UGTA. Ces interventions ont rehaussé et donné lieu à un débat riche en propositions et recommandations.

Le politologue, Mohamed Hannad, s'est exprimé sur la situation du multipartisme et l'Alliance présidentielle en Algérie. « Les partis politiques sont dénués d'encrage dans la société, ils ne sont visibles que lors des rendez-vous électoraux. La dernière élection présidentielle a montré à quel point la pratique de la politique a perdu de son efficacité et de sa vocation, qui est celle d'instaurer un projet de société et d'œuvrer à l'exécuter. Elle ne sert qu'à la cooptation et au partage des postes politiques. Le cas de l'Alliance présidentielle en est la preuve irréfutable. Cette alliance aurait pu être une excellente idée si elle permettait de cristalliser les efforts pour la construction d'un vrai projet national mais, malheureusement, les partis politiques sont devenus des machines électorales.

Quand à l'opposition, elle est verbale et sonne, souvent, comme un appel du pied»

Fatma Haouari, *Le Soir d'Algérie*.

En outre, le politologue a mis en avance les diversités des causes du problème des dissidences au sein des formations politiques : non encouragement de l'environnement politique et social, tendance au conflit au lieu de la coopération, apparition des ambitions politiques personnelles, refus des leaders politiques à toute alternance, adhésion partisane pour des ambitions démesurées, et en dernier, le recul des convictions. Azzedine Belferag, d'Algérie News, note dans son article que «face à ces éléments de culture, le parti est devenu une machine électorale en l'absence d'une culture politique». A ce sujet, Amyar, du journal *Liberté*, a écrit que «M. Hennad a insisté sur l'apprentissage de la culture politique, appelant à la prise d'initiative politique, y compris la constitution d'un cadre de concertation entre les chefs des partis politiques, sur les grandes questions nationales et internationales, pour contribuer à la création d'un environnement politique sain et faire pression sur le gouvernement. Les partis politiques de l'opposition doivent prendre leurs responsabilités et dépasser leurs différents, a-t-il indiqué, assurant que l'important n'est pas d'être tolérant, mais de respecter l'autre».

M. Hannad a signalé que «nous devons revoir notre relation avec l'Histoire, notre identité, qui doit être dynamique, et démystifier les constantes pour lesquelles ne soient plus un fond de commerce pour les partis»

Fatma Haouari- *Le Soir d'Algérie*.

L'intervention de M. Arous Zoubir a été «axée sur les pratiques du mouvement associatif de la naissance à l'étape actuelle, en passant par la réalité du terrain, et, enfin, les perspectives»

Fatma Haouari, *Le Soir d'Algérie*.

«Le mouvement associatif algérien a une histoire qui remonte à l'époque coloniale...il est devenu par la suite un mouvement de masse jusqu'à l'avènement, en 1989, de la loi sur les partis et les associations et sa révision en 1990-91.

On peut dénombrer trois types d'associations : celles qui n'existent que sur du papier, mais perçoivent des aides, celles proches du pouvoir et ne servant qu'occasionnellement et enfin, des associations qui activent réellement sur le terrain»

A.B, d'Algérie News.

«Nous sommes dans une phase d'apprentissage. Aujourd'hui, le mouvement associatif est à la recherche de valeurs, d'une éthique et d'une déontologie. Il faut qu'il s'interroge sur son fonctionnement et sa relation avec les pouvoirs publics»

H.A, Liberté

Lors de son intervention, Mme Rahmani a parlé du mouvement syndical algérien. Elle a encouragé les associations, particulièrement celles qui militent pour la promotion de la femme, «à plus de participation dans la vie sociale et politique en insistant sur leurs adhésion au projet de loi sur les quotas pour les femmes aux postes politiques, vu qu'elle est membre de la commission installée par le ministre de la justice pour l'élaboration d'un mécanisme pour sa mise en œuvre et son intégration dans les règlements des partis et des syndicats»

Fatma Haouari, Le Soir d'Algérie.

Mme Rahmani dit qu'elle pense que «c'est grâce au travail fait par le mouvement associatif et les syndicats que la question femme est maintenant discutée et fait partie du discours officiel des décisions de notre pays». Elle nous informe que c'est le 08 mars 2008 qu'il a été décidé de la mise sur pied de la commission pour discuter l'amendement de l'article 31 bis. «Moi, je pense que c'est un grand pas» a dit la syndicaliste de l'UGTA. «Cette commission travail à trouver de nouveaux mécanismes».

Sur la base d'un document élaboré par des experts arabes traitant des libertés syndicales qui a été fourni durant le séminaire, la journaliste Fatma Houari du Soir d'Algérie a mis la lumière dans son article sur le passage qui dit : «Tous les travailleurs ont le droit de se regrouper en association syndicales et ont le droit au pluralisme syndical sans une autorisation préalable.

Les syndicats ont le droit d'avoir leurs chartes et leurs plate-formes, l'élection de leurs représentants, l'organisation de leur gestion interne en toute liberté sans intervention des autorités

gouvernementales. Ils ont le droit d'adhérer à des organisations internationales.....»■

Lors du débat qui a suivi la phase relative aux partis politiques, le chef des Scouts Musulmans, Nour El Dine Ben Braham, s'est demandé si les partis politiques sont prêts et comment vont-ils financer leurs campagnes dans le futur. Il a insisté sur le point que les partis politiques actuels ne se préoccupent pas du travail politique, mais uniquement de la situation économique. M. Ben Braham a précisé que la situation économique et sociale est un frein dans le travail politique. Il considère que le citoyen algérien reste préoccupé à gagner son pain, donc selon M. Ben braham il ne peut pas réfléchir à joindre un partis politique ou à travailler dans le domaine politique. Il a accentué son intervention en affirmant que ce sont les circonstances de lois pour s'organiser en partis politiques ou en associations qui ont conduit à la dégradation du travail politique. En plus de la déception, du manque d'espérance et de la peur du pouvoir. Par contre, le professeur de sciences politiques, M. Hannad, a insisté sur l'existence de lois qui régissent les partis politiques mais ces lois sont devenues sans importance car elles ne sont pas appliquées, ou alors elles le sont de façon désordonnée et anarchiques.

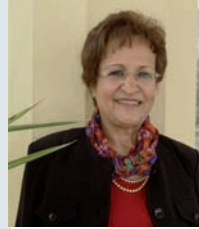
Concernant le code de conduite qui a été proposé, M. Arous Zoubir et Mme Ait Zai Nadia se sont assurés durant le débat qui s'est déroulé après la phase consacrée aux associations que l'audience a bien compris que ces codes sont faits sur la base des expériences des pays arabes et qu'en revanche, ils doivent prendre en compte la particularité de l'expérience algérienne. Alors, une des recommandations de ce séminaire, selon l'avis de tous les participants, est la réécriture de ce code, surtout son introduction qui, selon le professeur de sciences sociales à Blida, ne correspond guère aux repères et à la spécificité de l'expérience algérienne. D'autre part, le président de l'association Nada a mentionné qu'«en Algérie on n'est pas encore arrivé au point de conscience concernant la création d'associations». Il a précisé que «la vie associative au pays n'est pas claire et se limite à des personnes spécifiques. Ce sont ceux qui ont le pouvoir de décision». Durant le débat

aussi, Mme Cherifa Hadji, chercheur au CREAD, s'est interrogée en disant «quelle est la fonction sociale d'une association, quelle est la fonction politique d'une association». M. Arous nous informe que l'état actuel des associations a besoin d'une ré-estimation de sa réalisation politique et judiciaire. Spécialement lorsque ces associations appellent à l'application de lois qu'elles sont les premières à dépasser.

Pendant les discussions, qui ont suivi, consacrées aux syndicats, Mme Rahmani a fait part à l'audience de son inquiétude et a dit qu'elle ne comprenait pas pourquoi il y'a des partis politiques qui sont hostiles à la participation des femmes et hostiles même à la politique des quotas. «Nous, nous sommes des élues à la différence du mouvement associatif. Nous savons ce qu'est l'élection, nous savant ce qui est la légitimité», précise Mme Rahmani. En plus, en répondant aux questions des participants, elle avoue qu'aujourd'hui, au contraire, «on sait qu'on n'a pas d'autre choix que de passer par la politique des quotas» qui est pour elle «le seul accélérateur du processus des transformations des mentalités», en insistant que ce système de quotas soit transitoire. «Nous, nous plaçons pour 10 ans comme d'autre pays. Nous estimons que dans 10 ans, les femmes seront formées, auront des capacités. On va développer la conscience politique des femmes». L'avantage de cette politique des quotas est que «peut être dans 10 ans, on aura plus besoin de quotas. Les femmes prendront en charge leur destin et entrerons dans leurs élections comme nous le faisons au syndicat». Elle informe les présents qu'au syndicat, ils passent par l'URNE pour être membres de l'UGTA.

Dans son article, la journaliste Amyar de Liberté se demande si la Fondation Frederich Naumann pour la Liberté prendra en considération «la spécificité de l'expérience algérienne, la nécessité de la formation et la proposition de l'UGTA de se rapprocher des syndicats autonomes ?»■

SÉMINAIRE-FORMATION



Mme RAHMANI Messaouda Saada

Membre de la Commission Exécutive Nationale de l'UGTA
Membre du Bureau de la Commission Nationale des Femmes travailleuses
Présidente de la Commission des Femmes Travailleuses de la Wilaya d'Alger

L'HISTOIRE DE L'UGTA SE CONFOND AVEC L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Créée par le FLN en 1956 en pleine guerre de libération nationale elle s'est vite ralliée dans la lutte pour l'indépendance du pays, c'est ce qui fait d'elle la plus historique et la plus charismatique des organisations syndicales nationales, maghrébines et arabes. C'est aussi la plus représentative des travailleurs algériens avec un peu plus de 1,7 adhérents dont 250.000 femmes.

La constitution de 1989 et les lois sociales de 1990, ayant consacrées le pluralisme syndical, l'UGTA cohabite avec d'autres formations syndicales corporatistes, tels que le CNAPEST, le CLA, le SNAPAP etc...

L'instance suprême de l'UGTA est le congrès qui se tient tous les cinq ans avec des représentants des élus de la base des 48 wilayas...

C'est le congrès national, qui définit l'orientation de la centrale syndicale et qui élit son instance dirigeante: **la commission exécutive nationale.**

C'est cette dernière qui élit le secrétaire général et son exécutif, le secrétariat national.

Il faut cependant préciser, que l'organisation repose sur deux structures:

La structure horizontale: l'union locale et l'union de wilaya ; qui organise les élus et les adhérents de tous les secteurs d'activité sur une base géographique. Elles jouent un grand rôle dans la conduite des luttes locales et l'organisation de la solidarité intersectorielle.

La structure verticale: qui organise les élus et les adhérents par secteur d'activité ex: les travailleurs des PTT, de la santé, les pétroliers etc... ce sont les fédérations, leurs rôles s'articulent principalement dans la prise en charge des problèmes socioprofessionnels et la conduite des négociations des conventions collectives et de branches.

La section syndicale est le 1^{er} maillon de l'horizontale et de la verticale. C'est à partir de la section syndicale que sont dégagés les délégués aux différents congrès locaux ou sectoriels.

Les retraités sont structurés dans une fédération et **les femmes** ont une commission depuis le 10^{ème} Congrès qui l'a inscrite dans ses statuts.

Le Congrès de 2008 a vu l'élection de 281 membres de la CEN, dont 15 femmes

Il est exact que l'UGTA milite pour un principe fondamental, celui de combattre les inégalités et l'exclusion, d'améliorer les conditions de vie et de travail de tous les travailleurs algériens, et de bâtir un syndicat fort et moderne. Cependant, sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, il persiste encore un mélange de tergiversation et de volontarisme;

Plus de cinquante ans déjà, et malgré des dispositions constitutionnelles et législatives qui prônent l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens et citoyennes, les inégalités et les discriminations continuent d'affecter l'égalité des chances des femmes dans la société, dans le travail, dans la politique et dans le syndicat.

A tort, on estime que c'est une revendication féminine et qu'à ce titre, elle doit être portée que par les femmes, **alors qu'elle est le point focal des droits de l'homme et l'essence même de la démocratie.**

Sur le terrain, le sujet reste encore difficile, délicat et sensible, car parfois il va à l'encontre de certaines sensibilités rétrogrades et réfractaires à la pleine participation des femmes à l'activité syndicale ou professionnelle. Grâce à un secrétariat national et un secrétaire général acquis à notre cause, mais aussi grâce à une mobilisation farouche des femmes syndicalistes qui ont en fait un point central de leurs revendications.

L'égalité, la parité, la mixité, font partie du débat syndical national, parce qu'enfin on reconnaît la légitimité du sujet, mais cela s'arrête là !!!

De toute façon, ce sont toujours les femmes syndicalistes, qui pratiquement seules se sont organisées pour défendre ce droit, exercer une influence quotidienne pour faire évoluer les mentalités et combattre les obstacles persistants à la pleine égalité. C'est encore elles qui suggèrent et élaborent les politiques en matière de formation syndicale, pour sensibiliser les travailleuses sur leurs droits consacrés et sur les manières de les exercer. Car la tolérance, le respect de la différence, l'égalité des chances sans discrimination, concernent les droits fondamentaux et la dignité de chacun de nous.

Il n'y a pas d'avenir prédéterminé, et parce que nous sommes des syndicalistes nous croyons en la capacité des hommes et des femmes d'influer sur des futurs possibles avec une volonté constante de faire progresser nos revendications et nos propositions, **pour décoller du débat d'idées à la concrétisation de nos rêves.**

Bien sur, si on fait le bilan, y a eu des progrès, en 2000 le 10^{ème} congrès de l'UGTA a inscrit dans ses statuts la commission femmes, et le 11^{ème} congrès de l'UGTA en 2008 a permis l'élection de 15 des femmes à la Commission Exécutive Nationale.

Cela reste, bien entendu, insuffisant, par rapport à nos attentes, car nos sœurs syndicalistes ont su par leurs efforts et leurs compétences régler des conflits sociaux, raviver le travail de proximité, contribuer avec un engagement rarement égalé à la vie organique de notre syndicat, elles ont été à la hauteur, dans les rencontres internationales et dans les débats de fond de la société civile, et cependant, elles continuent d'être maintenues à distances des postes de responsabilités particulièrement syndicales.

Et sur la question de la féminisation des structures horizontales et verticales, **le plafond de verre est bien là pour nous rappeler la ligne invisible et impossible à franchir.**

L'égalité se heurte à une difficulté dans sa compréhension du fait de la dimension culturelle et des stéréotypes erronés, allant en contradiction avec la norme législative nationale et les conventions internationales ratifiées, notamment la C100 et la C111 et la C156.

La discrimination, il faut le préciser, n'est jamais directe, elle se traduit par des pratiques et des comportements discriminatoires, préférer un homme à une femme dans un poste de responsabilité, préférer un homme à une femme lors d'un recrutement; pour une formation une promotion etc...

Et c'est cette préférence qui est **intolérable, discriminatoire et inacceptable.**

C'est pourquoi, nous considérons qu'il n'y a pas de repos tant que nous n'aurons pas éliminé tous ces obstacles qui s'opposent à la pleine participation des femmes et à leur meilleure visibilité dans notre syndicat, car il y va de la crédibilité de notre organisation et de la démocratie qui y est pratiquée ■

مسودة مدونة سلوك للمؤسسات الأهلية العربية 2008

إعداد

مجموعة من الخبراء والناشطين في العمل الأهلي العربي

الذين اجتمعوا في بيروت بتاريخ 22-23 حزيران / يونيو 2003

ضمن إطار المشروع العربي الأوروبي حول

حرية التجمع في العالم العربي الذي تنفذه مؤسسة فريدريش ناومان

بالتعاون مع شركائها في العالم العربي وبدعم من الاتحاد الأوروبي

تعريفات

▪ مدونة السلوك هي معيار لأخلاقيات وسلوكيات العمل في إطار المؤسسات، تحدد لمجالس إدارتها وللموظفين فيها مجموعة السلوكيات ولقيم الواجب مراعاتها أثناء أدائهم مهامهم.

▪ المؤسسة الأهلية العربية هي شخصية معنوية مستقلة تنشأ بموجب اتفاق بين عدد من الأشخاص لتحقيق أهداف مشروعة تهم الصالح العام دون استهداف جني الربح، وتتسم بالاستقلالية والطوعية والحرية.

▪ المشاركة: مشاركة كافة الأطراف ذات العلاقة من الرجال والنساء في عملية صنع القرار، سواء بصورة مباشرة أو غير مباشرة من خلال مؤسسات وسيطة شرعية تمثل مصالحهم.

▪ التشبيك والتنسيق: مبدأ التشبيك والتنسيق قائم على الرؤى القيمية، والأهداف المشتركة بما يخدم المصلحة العامة وعدم هدر الموارد أو الجهود.

▪ الشفافية: توفير المعلومات الموثوقة والآنية المتعلقة بالنشاطات والإجراءات والقرارات والسياسات. وضمان وصول المستفيدين والجمهور والجهات الرسمية ذات العلاقة والمانحين للمعلومات.

▪ المساواة: وجود آليات لتقديم التقارير حول استخدام موارد المؤسسة وتحمل المسؤولية من قبل المسؤولين عن قراراتهم أو عن الإخفاق في تحقيق أهداف ورؤية المؤسسة.

▪ المساواة والشمول: يجب أن تتاح لجميع الرجال والنساء الفرصة لتحسين رفاههم أو الحفاظ عليه، وأن تعامل الأشخاص أو المجموعات سواء كانوا من المستفيدين أو من الموظفين على أنهم سواسية تحت مظلة تكافؤ الفرص.

▪ الإدارة الرشيدة: هي عملية يتم من خلالها التأكد من أن المؤسسة تعمل بفاعلية وتدار بشكل مناسب، وتلتزم بالقوانين المعمول بها في الدولة لتحقيق أهدافها وغاياتها المبيّنة في نظامها الأساسي.

▪ تضارب المصالح: يصبح شخص أو

مجموعة من الأشخاص في موقع قوة أو مسؤولية أو صلاحية في الجمعية من شأنها أن تخوله/م استغلال ذلك من أجل المنفعة الشخصية، منفعة عائلته/م، أصدقائه/م أو مؤسسات أخرى له علاقة بها.

▪ التأثير والفاعلية: ينبغي أن تسفر العمليات والمؤسسات عن نتائج تلبي الاحتياجات مع تحقيق أفضل استخدام للموارد البشرية والمالية.

مقدمة

تأتى هذه المدونة استجابة للدور الذي تلعبه مؤسسات المجتمع الأهلي، والمتوقع أن يتنامى ويتطور في المستقبل والذي يعمل على المشاركة جهود التنمية المستدامة والمساهمة التحول الديمقراطي وتعزيز ثقافة حقوق الإنسان السياسية والمدنية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية.

وترتكز هذه المدونة إلى مبدأ حرية تأسيس منظمات المجتمع الأهلي من خلال الإرادة الحرة لمؤسسيه وباستقلالية تامة عن سيطرة أو تحكم مؤسسات الدولة خدمة للصالح العام وبما يعزز

هي دعامة رئيسية في إحقاق حقوق المجتمع.

إن مدونة السلوك هذه ستساهم في تهيئة المؤسسات للاستجابة لتحديات التحول الديمقراطي، وعملية المشاركة لخلق بيئة ممكنة تتيح للأفراد والجماعات الفرصة في التعبير عن ذاتها ومصالحها وحرية اختيارها، ومن خلال المبادئ الواردة في هذه المسودة فإن المؤسسات - التي ستبناها بشكل اختياري - تلتزم بأن تكون عملية التحرر الوطني (في الدول العربية التي لم تنجز فيها بعد هذه العملية)، والتنمية الاجتماعية والاقتصادية والسياسية والثقافية، والالتزام برؤيا التحول الديمقراطي والتنوع والتعددية وعملية اللحاق بركب التطور والتقدم الحضاري، من أولويات عملها.

كما تلتزم بأن تكون آلية عملها مستجيبة لاحتياجات المجتمع، وان تحترم في الوقت ذاته قيمة وحقوق الإنسان. كما تلتزم بمعايير الشفافية في أعمالها والمساءلة عن كيفية استخدام مواردها. وبشكل عام تؤكد المدونة في مبادئها على تطبيق الحكامة وتحقيق للمؤسسة إمكانية الوعي بمبادئ الحكم الصالح وسعيها لكي تكون القدوة وتعزز الرقابة داخل المؤسسة مما يسهم في حمايتها والحفاظ على استقلاليتها ونزاهتها.

الفصل الثاني: مبادئ مدونة السلوك

سوف تشكل المبادئ التالية مدونة السلوك للمؤسسات، ومن خلال تبني هذه المسودة، فإنها تعلن قبولها لهذه المبادئ وإجراء عملية تدقيق من قبل جهة مستقلة بغية التأكد من الالتزام بهذه المبادئ.

لا بد للمنظمات أن تلتزم بالحكامة و الديمقراطية في اجل ممارسة الأنشطة واستخدام أفضل للموارد المالية والحرص على إدارة المؤسسة من قبل مسئوليتها بطريقة يحتذى بها في تطبيقها للقانون واللوائح التنفيذية وفي اجل الالتزام بمعايير وأخلاقيات العمل المهني السليم. في هذا المجال لا بد من العمل على إقرار لوائح لمنع تضارب المصالح على المستويين الإداري والتنظيمي وتطوير أنظمة مالية ومحاسبة سليمة وشفافة إضافة إلى الالتزام بتعميم المعرفة والمعلومات حول عمل المؤسسة وتأمين مبدأ المشاركة والشراكة مع المجتمعات المحلية باعتبارها الجهة الأولى للمساءلة لعمل المؤسسة وأنشطتها، كما يجب أن تقوم المنظمة بتطوير آليات للرقابة بهدف ضمان تطبيق الجهاز التنفيذي والإداري للوائح، وعدم تجاوزها و ضمان الالتزام بها على أن تقوم المنظمة على إعدادها.

إن نجاح المنظمات الأهلية يتوقف على مدى قدرتها على التجاوب مع احتياجات المجتمع المحلي و قدرتها على مشاركة أوسع في صنع واتخاذ القرارات، وإعطاء نموذج يحتذى به في مجال الحكم الصالح والمساءلة المجتمعية والقانونية.

على المؤسسات التي ترغب في التوقيع على هذه المدونة أن تقوم بضبط أوضاعها وفقاً للمبادئ و المرتكزات الواردة في هذه المدونة انطلاقاً من الالتزام الطوعي بالمبادئ و المعايير في هذه المدونة.

تتضمن مدونة السلوك هذه أهداف المؤسسات الأهلية. وهذه المدونة مبنية على مبدأ التنوع والتعددية ومبادئ الديمقراطية، والمشاركة والحق المكفول في المؤسسات الأهلية التي

ويقوى المجتمع الاهلي من اجل تحقيق الاستقرار والتقدم في المجالات الاقتصادية والاجتماعية والديمقراطية.

وتهدف هذه المدونة إلى تعزيز وتطوير العلاقة بين المنظمات الأهلية ومؤسسات الدولة من جانب وكذلك تعزيز مصداقية المنظمات لدى الرأي العام والجمهور المستهدف بأنشطتها من جانب آخر و فيما بينها.

انطلاقاً من أهمية تأسيس المنظمات الأهلية على أساس ديمقراطي يجب أن تعمل المؤسسات وفق الأسس التالية:

أولاً: تحقيق و تعزيز التحول الديمقراطي و دعم التعددية السياسية والفكرية والمشاركة في إدارة الشأن العام.

ثانياً: العمل بمبدأ الأخطار وليس الترخيص المسبق وتحرير المنظمات الأهلية من القيود القانونية التي تعيق نشاطاتها

ثالثاً: العمل على تعزيز حريات الرأي والتعبير والتجمع السلمي وحق التنظيم رابعاً: العمل على تعزيز قيم ومبادئ حقوق الإنسان وفقاً للإعلان العالمي لحقوق الإنسان وكذلك المواثيق الدولية لحقوق الإنسان الصادرة عن الأمم المتحدة.

خامساً: الالتزام بأهداف الألفية للتنمية وتوجيه الجهود لمحاربة الفقر وتعزيز البرامج التي تهدف لتحقيق العدالة الاجتماعية لصالح الفئات المهمشة.

سادساً: الالتزام بمبدأ المساواة أمام القانون ومبادئ مكافحة كافة أشكال التمييز والعمل على تعزيز مشاركة المرأة في المجتمع وحماية حقوق الأقليات.

سابعاً: الالتزام بمبدأ الشفافية والمحاسبة من اجل تحقيق ذلك.

1. الالتزام بالمواثيق والقوانين الدولية:

تلتزم المؤسسات الأهلية بالمبادئ والمواثيق الدولية الخاصة بحقوق الإنسان وبالأخص:

- الإعلان العالمي لحقوق الإنسان.
- العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.
- العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية.
- اتفاقية حقوق الطفل.
- اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة .
- الميثاق العالمي لحقوق المعاقين (أو ذوي الاحتياجات الخاصة).

2. تعزيز الإدارة الفضلى:

تلتزم المؤسسات الأهلية بمبدأ الإدارة الصالحة والديمقراطية للتأكد من أن المؤسسة تعمل بفاعلية وتدار بشكل سليم وذلك على صعيد الهيئة العامة، ومجلس الإدارة و الموظفين. وبشكل خاص فإنها تلتزم بما يلي:

- إن تبقى الجمعية مستقلة تماما في اتخاذ قراراتها عن أي فتوية أو تعصب حزبي أو طائفي في مجال تقديم الخدمة والتوظيف، وعدم إشغال الأشخاص المعروف عنهم والذين يعرفون عن أنفسهم بأنهم من العاملين في الأجهزة الأمنية (و فقط طيلة فترة عملهم في هذه الأجهزة) لعضوية هيئاتها المرجعية أو وظائفها.
- إن تعزز مفهوم الإدارة بالمشاركة تطوير شعور الموظفين والمستفيدين بالملكية وتشجيع بروز قيادات جديدة وتطوير قدرات القيادات الحالية.

- إن تشرك العاملين في المؤسسة في عملية التخطيط الاستراتيجي للمؤسسة.
- إن تتأكد من أن البرامج التي تطورها استجابة لحاجة المجتمع، غير مقيدة بتوجهات المانحين التي تتعارض مع هذه الاحتياجات، وليس لها اثر سلبي على حياة المجتمعات المحلية، وتمتتع بعنصر الاستدامة، وان تكون مجدية اقتصادياً.
- إن تطور قدراتها المؤسسية وتعززها بما يتناسب مع زيادة خدماتها ومشاريعها والتأكد من وجود عناصر بناء المؤسسة ضمن البرامج التي تنفذها وضمن طلبات المنح التي تقدمها في المجالات الإدارية والمالية ونظم المعلومات، ومصادرها البشرية.
- توضيح خطوط الاتصال بين الأجسام الحاكمة والموظفين.
- المراجعة النقدية لثقافة المؤسسة وأساليبها الإجرائية لتشجيع المسؤولية الذاتية والتجديد واحترام التعددية.
- وضع معايير أداء واضحة كجزء من أساليب المتابعة والتقييم.
- تشجيع مبدأ المشاركة الديمقراطية الفردية والجماعية.
- تشجيع روح المبادرة.
- العمل على إيجاد مدونة سلوك للموظفين.
- وضع السياسات المتعلقة بالموظفين والمتطوعين في صيغ مكتوبة وبما ينسجم مع القوانين الموجودة.
- إشاعة العدالة بين العاملين من حيث التقييم بأساليب غير منحازة

وتطوير القدرات وروح المسؤولية. كما تلتزم المؤسسات بحماية حقوق العاملين، ولذلك يجب أن يضمن مجلس الإدارة وجود إجراءات وتعليمات واضحة تشمل كافة حقوق الموظف، وبشكل خاص:

- وجود سلم وظيفي وفتات رواتب واضحة ونظام ترفيعات وترقيات واضح ومعلوم للجميع.
- وجود عقود عمل للموظفين بما يتوافق مع قانون العمل.
- وجود نظام تقييم عادل وواضح لجميع الموظفين بالإضافة إلى نظام عقوبات منشور.

2-1 مبدأ المساواة

تعني وجود آليات لتقديم التقارير حول استخدام موارد المؤسسة وتحمل المسؤولية من قبل المسؤولين عن قراراتهم أو عن الإخفاق في تحقيق أهداف ورؤية المؤسسة. وتعني المقدرّة على تقديم شرح أو تفسير أو إجابة عن التصرفات أو الأداء أو السلوك أو الواجبات الخاصة بالمؤسسة أو بعضو فيها (سواء مجلس الإدارة أو الموظفين). ويعتبر ذلك هاماً بشكل خاص بالنسبة للمؤسسات الأهلية التي تعمل مع/ أو بالنيابة عن أشخاص محرومين وتقوم بحشد التمويل على هذا الأساس.

تلتزم المؤسسات الأهلية بان تقدم المعلومات المطلوبة حول أي موضوع أو نشاط يتعلق بالمؤسسة مع اكبر قدر من التفصيل والانفتاح، وان تقبل بأن تكون قابلة للمساءلة من قبل أعضاء الهيئة العامة، المستفيدين من أفراد المجتمع، والمانحين والمتعاقدين مع المؤسسة وفق شروط التعاقد ووفق القانون ومع الحفاظ على مبدأ الاستقلالية.

- (ج) النظر فيما إذا كانت هنالك رغبة لدى المؤسسة في الاضطلاع بمهام جديدة قد تستوجب صياغة مهمة جديدة.
- فحص أنشطة المؤسسة وتمحيصها بصفة دورية للتأكد من فاعليتها وكفاءتها وعلاقتها بمهمة المؤسسة وجدوى الاستمرار في البرامج أو تعديلها ومدى الحاجة لبرامج جديدة. ومن بين المسائل التي يجب تقييمها في هذا الصدد:
- (أ) ما إذا كانت الأنشطة متنسقة مع المهمة الحالية للمؤسسة أو ما إذا كانت بحاجة للتعديل أو إيقافها وذلك على ضوء التغييرات التي تطرأ على المهمة.
- (ب) مدى كفاءة وفاعلية البرامج في تحقيق أهداف المؤسسة.
- (ج) النتائج التي يحصل عليها المستفيدون من البرامج.
- (د) تكلفة البرنامج بالنسبة لنتائجه.
- (هـ) ما إذا كان ينبغي تقديم خدمات جديدة. ويجب أن تكون علميات التقييم منفتحة وأن تجرى بأمانة وتتضمن مشاركات من الأطراف ذات العلاقة في المؤسسة.

1. التوافق مع الأهداف: يجب أن تتسق النشاطات مع أهداف المؤسسة، فرسالة المؤسسة ومهمتها يجب أن تكونا أساساً للتخطيط الاستراتيجي وبرنامج العمل لأنشطة المؤسسة. ويجب أن تركز المؤسسة اهتمامها على التأكد من أن أهدافها قد تحققت أو هي قيد التحقق.
2. الكفاءة والفعالية: يجب أن يعمل برنامج المؤسسة بكفاءة وفاعلية على تحقيق أهدافها المعلنة.

- أ. سياسات و إجراءات التوظيف.
- ب. يجب إيجاد نظام توظيف واضح وشفاف، يشمل آلية إشغال الوظائف، والإعلان عنها، وتحديد شروط إشغال كل وظيفة، مع الالتزام بعدم التمييز السياسي، الطائفي، العائلي، أو حسب النوع الاجتماعي، إلا في إطار التمييز الإيجابي لبعض الفئات وفق سياسة معلنة.
2. تحديد حد أدنى للرواتب ينسجم مع مستويات المعيشة، بما يكفل حداً أدنى من الشروط الإنسانية.
3. الإعلان عن سلم الرواتب وسائر الامتيازات الأخرى للموظفين، وضمن ذلك أية بدلات أو مكافآت، وعدم دفع أي بدلات مقابل استشارات أو أعمال تدريب يقوم بها موظفون من داخل المؤسسة.

2-3 مبدأ التأثير والفاعلية

- بشكل خاص تعمل المؤسسة على تحقيق الأمور التالية:
1. تلتزم إدارة المؤسسة برؤيتها وتعمل على تحقيق رسالتها حسب الاستراتيجيات التي تم الاتفاق عليها من قبل مجلس الإدارة والهيئات المرجعية الأخرى.
 2. تقييم المؤسسة يتم وفقاً للمبادئ التالية:

- مراجعة مهمة المؤسسة بصفة دورية للتأكد من أنها ما زالت ذات صلة. ومن بين المسائل التي يجب تقييمها:
- (أ) ما إذا كان قد تم إنجاز المهمة سواء بواسطة المؤسسة أو بواسطة كيان آخر ومن ثم النظر في جدوى استمرار المؤسسة بتكوينها الحالي.
- (ب) ما إذا كان يتوجب تعديل المهمة لتعكس التغييرات الاجتماعية.

وبشكل خاص تعمل كل مؤسسة على:

- إيجاد نظام للشكاوى، يحق لأي متضرر من برامج ونشاطات المؤسسة استخدامه، وأن يتم الرد خطياً على كل شكوى، وأن تراجع مجالس الإدارة الشكاوى بصورة منهجية.
- استخدام وسائل محاسبية وتدقيقية مقبولة ومعتمدة وضمن ذلك وسائل تحقق مناسبة.
- استخدام الأموال في المجالات المخصصة لها والمعلنة.
- تحديد صلاحيات الصرف وفق المستويات الإدارية ومراعاة فصل المسؤوليات.

2-2 مبدأ نزاهة المؤسسة

في كل نشاطات المؤسسة الأهلية، وتحديداً في الاتصالات مع الجمهور، ستلتزم المؤسسات باحترام قيم المؤسسات الأخرى والمجموعات والأفراد وسياساتهم وان تعمل بكل جهد من اجل منع وجود إشكالات معهم، وحل أية إشكالات بروح من التسامح والانفتاح. إضافة إلى حفظ الملفات وتوثيق القرارات والمحافظة على امن المعلومات ووضع ضوابط لعدم إتلاف السجلات والالتزام بمبادئ حرية الوصول للمعلومات.

ستعارض المؤسسة ولن تكون طرفاً مشاركاً في الأفعال الخاطئة، الفساد، الرشوة، وأية تعاملات مالية غير صحيحة، كما ستلتزم المؤسسة باتخاذ الإجراءات اللازمة لمحاربة هذه الأفعال.

1. تلتزم كل مؤسسة بتطوير نظامين إداري ومالي، تصادق عليهما الهيئات المرجعية بصورة موثقة، على أن يتضمنا:

من أي عملية اتخاذ قرار يمكن تمس بموضوعيتهم أو بحياديّتهم إلا في حال وجود استثناء خاص يمكنهم من الاشتراك في عملية اتخاذ القرار.

1. لا يجوز لأعضاء مجلس الإدارة الجمع بين عضوية مجلس الإدارة والعمل لصالح المؤسسة بأجر.

2. لا يجوز وجود أعضاء في مجلس الإدارة تربط بينهم قرابة في الدرجتين الأولى والثانية (----).

3. عدم جواز اكتساب أي امتيازات في الخدمات نتيجة عضوية مجلس الإدارة، ويضمن ذلك الأبحاث والتدريب والاستشارات المدفوعة الأجر.

4. لا يجوز الجمع بين عضوية الهيئة العامة أو الجمعية العمومية أو مجلس الأمناء والعمل في المؤسسة بوظيفة مدير عام. كما يجب تقييد هذه العضوية للموظفين في المؤسسة بحيث لا يشاركوا في انتخاب مجلس الإدارة أو التصويت على أي قرارات تمس مصالحهم مثل الرواتب والامتيازات أو ما شابه.

5. منع إشغال عضوية مجلس الإدارة من أي عضو تربطه/ا بالمدير/ة العام/ة أو بالمدير/ة العام/ة من الدرجتين الأولى والثانية، أو علاقات مصاهرة.

6. منع إشغال وظائف رقابية أو إشرافية من أقارب الدرجتين الأولى والثانية أو علاقات مصاهرة، ويشمل ذلك المدير/ة العام/ة والمدير/ة المالي/ة والوظائف الرقابية، وأن يكون أحد المدراء مديراً على أو تحت إدارة أحد الأقارب أو الأصهار من الدرجتين الأولى والثانية.

المؤسسات بعدم التمييز الطائفي و/ أو السياسي و/أو العائلي و/أو الجغرافي و/أو على أساس النوع الاجتماعي و/ أو الخلفية الاجتماعية، و/أو على أساس الإعاقة، أو بأي شكل كان مع الحفاظ على حق بعض المؤسسات الأهلية بممارسة التمييز الإيجابي للفئات الأقل حظاً مثل الفئات المهمشة والمرأة وذوي الاحتياجات الخاصة، أو بعض المناطق الجغرافية المهمشة وفق سياسة معلنة ومكتوبة وبما لا يتعارض مع المصلحة العامة. كما تلتزم المؤسسات بتطوير إجراءات صارمة وواضحة لمنع التمييز بكافة أشكاله ضد الموظفين بما يكفل تكافؤ الفرص.

وتلتزم أيضاً بتطوير إجراءات صارمة وواضحة لمنع كافة أشكال التمييز في اختيار الفئات المستفيدة وفي تقديم الخدمة أو في مرحلة التوظيف، التقييم، الترقية أو إجراءات العقاب للموظفين بسبب جنسهم، لون بشرتهم، أصلهم، إعاقاتهم، فتنهم الاجتماعية، عمرهم، معتقداتهم الدينية أو انتمائهم السياسي.

5. منع تضارب المصالح:

يبرز تضارب المصالح عندما يصبح شخص أو مجموعة من الأشخاص في موقع قوة أو مسؤولية أو صلاحية في المؤسسة من شأنها أن تخوله استغلال ذلك من أجل المنفعة الشخصية، أو منفعة عائلته، أو أصدقائه أو حزبه أو مؤسسات أخرى له علاقة بها. وللحلول دون ذلك يجب أن يقوم مجلس الإدارة بالتأكد من وجود إجراءات صارمة، كما أن عليه وعلى الموظفين إتباع سياسة الشفافية الكاملة في مثل تلك الحالات.

يجب على جميع أعضاء مجلس الإدارة الإفصاح عن جميع ذممهم المالية، كما يجب على كل منهم أن ينسحب

3. التغذية الراجعة: على المؤسسة أن تسعى للحصول بصورة منتظمة على تغذية راجعة من المستفيدين من برامجها والأطراف ذات العلاقة.

4. المهنية: يجب أن تمارس المؤسسة أعمالها بمهنية وأن تركز على مفهوم خدمة الآخرين.

3. تعزيز الإدارة المالية السليمة:

• أن تعين مدقق حسابات قانوني حسب القوانين المعمول بها.

• أن تطور إجراءات صارمة للحؤول دون وجود تضارب للمصالح.

• أن تطور خطة الاستخدام الأمثل للموارد البشرية والمادية للمؤسسة.

• أن تطور أدلة للممارسات السليمة تشمل الإجراءات الإدارية والمالية والعملياتية والرقابة والتقييم.

• الإفصاح الضريبي واحترام الالتزامات القانونية والتعاقدية.

• التقارير المالية الإدارية السنوية والتي يجب أن تشمل على الأقل

الموازنة، ملخص عن نتائج التدقيق والجهة التي قامت به، الرسالة

الإدارية من المدقق، الموارد المالية من المانحين أو غيرهم وسبل

صرفها، ملخص نتائج اجتماعات مجلس الإدارة والهيئة العامة ما عدا الأمور التي تصنّف بأنها سرية.

• إجراءات التوظيف، وإدارة المشتريات من خلال العطاءات والمشتريات.

4. تأمين المساواة وعدم التمييز:

تلتزم المؤسسات بأن تعامل الأشخاص أو المجموعات سواء كانوا من المستفيدين أو من الموظفين على أنهم سواسية تحت مظلة تكافؤ الفرص، كما تلتزم

الحق في المعرفة فيما يتعلق بإيصال المعلومات إلى أصحاب العلاقة بما يضمن الانفتاح على الهيئة العامة، والمستفيدين، والمانحين بشأن النشاطات والإجراءات والقرارات والسياسات. وضمان وصول المستفيدين والجمهور والجهات الرسمية ذات العلاقة والمانحين للمعلومات والعمل ضمن إجراءات واضحة ومعلنة بما يتعلق بالسياسات المالية والتنموية وسياسات واضحة للنشر وتوفير المعلومات الصحيحة للجمهور والتقيد بالمعايير المهنية والقواعد الخاصة بالشفافية المالية، وأن توفر المعلومات التالية الأساسية سواء كان بالوسائل المرئية، المسموعة، المطبوعة أو الالكترونية:

- مبادئ المؤسسة، رسالتها، أهدافها وقيمها.
- الهيكل التنظيمي والإداري للمؤسسة موضحاً به الأدوار والمسؤوليات المختلفة.
- الشراكات والائتلافات والتعاقدات مع الجهات المختلفة.
- الأنشطة الحالية والمستقبلية التي تعمل أو ستعمل عليها المؤسسة.
- حدود المنطقة الجغرافية التي تشملها نشاطات المؤسسة.
- نشر التقارير المالية للمؤسسة بطريقة مفهومة ويمكن الوصول إليها.
- تبني أساليب تضمن الكفاءة في نظم المشتريات للبضائع والخدمات وحماية هذه الإجراءات من تأثير المصالح الشخصية. ■

المجتمعات المحلية في عملية تصميم ومراقبة وتقييم المشاريع. كما أن المؤسسات تعتبر الحكومات أحد أصحاب العلاقة الأساسيين وستعمل على اطلاعها والتشاور معها حول المشاريع الجديدة، حيثما رأت في ذلك مصلحة لها.

تلتزم المؤسسات بتشجيع وتطوير عملية الاتصال والتواصل بين الموظفين أنفسهم ومع المستفيدين وأصحاب العلاقة وذلك ضمن إستراتيجية تهدف إلى إيصال المعلومات الصحيحة عن المشاريع والنشاطات المختلفة للمؤسسة.

وتسعى المؤسسات لتطوير عملية التشبيك، والتنسيق، والتعاون والاتصال والشراكة المبنية على الرؤى المشتركة مع أصحاب العلاقة خاصة في المجالات القطاعية، وتقرير التكاملية وتجنب ازدواجية العمل والاستخدام الأمثل للطاقات والموارد والشراكة في التخطيط والتنفيذ، وان تكون الأطراف المعنية مستعدة لمساءلة بعضها بعضاً. وفي حال مشاركة إحدى المؤسسات أي حدث هام فإنها تلتزم بان تقوم بإطلاع أصحاب العلاقة على نتائج مشاركتهم.

8. تعزيز حق الوصول إلى المعلومات:

إن مهمة المؤسسة تكمن في السبب والغرض من وجودها وهي ما تأمل المؤسسة في تحقيقه، ويتوجب على المؤسسة أن تحدد سياستها بوضوح. ويجب أن تشكل هذه المهمة -المحددة جيداً- الأساس والإطار المرجعي لكافة أنشطة المؤسسة وخطتها. على المؤسسة أن تلتزم بتوظيف مواردها البشرية والمالية بطريقة فاعلة وكفئة لأجل تحقيق أهدافها المعلنة.

كذلك تلتزم المؤسسات الأهلية بسياسة الشفافية المطلقة والقائمة على مبدأ

7. منع تبادل المواقع الإشرافية بين المؤسسات المختلفة في الحالات التي يكون فيها تضارب المصالح وارداً.

8. من أجل ضمان التأكد من ذلك، على كل عضو هيئة عامة/ جمعية عمومية/ مجلس إدارة/ موظف أن يعي/ تعي نموذج " تصريح العلاقات".

6. مبدأ حل الخلافات:

الالتزام بحل الخلافات فيما بين المؤسسات الأهلية المختلفة، أو داخل المؤسسة الواحدة، أو على صعيد مشاكل العمل باللجوء إلى الوساطة والتحكيم بالدرجة الأولى.

7. تعزيز المشاركة والتشبيك والتنسيق:

تلتزم المؤسسات بتطبيق مبدأ المشاركة من اجل تشجيع العمل التطوعي والمساهمات المجتمعية ولتسهيل عملية نقل المعلومات والخبرات بين المؤسسات الأهلية ومختلف الأطراف ذات العلاقة، كما تلتزم المؤسسات بأن تجرى عملية مشاركة وتشاور مستمرة مع أصحاب العلاقة خاصة فيما يتعلق بتغيير سياساتها ومنهجياتها واتجاهاتها ونطاق عملها.

كما تلتزم بان تجرى مشاورات مستمرة مع المستفيدين في الأمور التي تؤثر عليهم من اجل خلق ثقافة التشاور داخل المؤسسة ومع أصحاب العلاقة من المستفيدين، والحكومات والقطاع الخاص والمؤسسات الأخرى وصولاً إلى تثبيت عملية التواصل والشفافية معهم ولضمان مشاركة أصحاب العلاقة من أطراف المجتمع ذوي العلاقة. وتلتزم المؤسسات بمشاركة المستفيدين من

ملتقى حول الممارسة الديمقراطية للأحزاب والحركات السياسية

نظمها مركز الإعلام والتوثيق في حقوق الطفل والمرأة (الجزائر) مع مؤسسة فريديريش نومان (في الأردن والجزائر) حول مدونة السلوك للأحزاب، تنظيّمات المجتمع المدني وال نقابات) الجزائر، 25-06-2009

سأتحدث عن حال التعددية الحزبية في الجزائر. لكن كلمتي ستكون عبارة عن جملة من الأفكار العامة، مستوحاة من واقع الحياة السياسية في البلاد كما أراها وليس بحثا أكاديميا.

- في البداية، ينبغي أن أشير إلى أن التعددية الحزبية، كما تعلمون، لا تعني، بالضرورة، التعددية السياسية بل يمكن أن تكون التعددية الحزبية (مثلها مثل الانتخابات) وسيلة للتسلط، أي وسيلة فعالة لمواصلة الأحادية كما تدل على ذلك أهم المحطات التاريخية التي عرفتها الممارسة السياسية في الجزائر منذ بداية التسعينيات. ولا يكفي أن نفسر ذلك بكون نظام الحكم يظل مصرا على رفض التغيير والتداول على السلطة في إطار منظم وسلمي لأن لقوى المعارضة مسؤوليتها أيضا.

- لذلك لو أردنا أن نضع حصيلة لتجربة التعددية الحزبية في الجزائر لوجدنا أنها لم تنعكس بعد على طبيعة الممارسة السياسية في البلاد، وذلك على الرغم من مرور نحو عشرين سنة على ظهورها وعلى الرغم أيضا من كل تلك الويلات التي عانتها الجزائر ولا زالت منذ ما سمي بأحداث أكتوبر 1988.

- حتى وإن بدت هذه المدة غير كافية لتبلور تعددية حزبية فعلية في الجزائر،

إلا أنها ليست بالضرورة كذلك، ولا أدل على ذلك من أن الانتقال الفعلي من النظام الدكتاتوري إلى النظام الديمقراطي في كل من البرتغال وإسبانيا لم يتطلب أكثر من نصف هذه المدة.

- أظن أن السبب لا يكمن في قصر المدة بقدر ما يكمن في الطريقة التي قادت نشوء الأحزاب وتطورها في الجزائر بعد صدور دستور فبراير 1989.

- كلنا نتذكر تلك الطريقة التي يبدو أنها لم تخل من حسابات سياسية (أو سياسية) إذ لم تكتف السلطات العمومية آنذاك، ذات الطابع الأحادي، بفتح الباب على مصراعيه بل ساعدت ماديا وعمليا في إنشاء أحزاب. لا يبدو لي غرض آخر لهذه الطريقة ماعدا تشويش العملية السياسية لمنعها من التبلور. لقد وقع فتح المجال من دون استعداد وتوفر عنصر الثقة الضروري والتوصل إلى اتفاق وطني بعد نقاش طويل يجري على أوسع نطاق. أي أن المسعى لم يكن مستندا إلى خارطة طريق تحدد مراحل الانتقال من الأحادية إلى التعددية.

- لقد كان المنطق يقتضي أن يبدأ عهد التعددية الحزبية باعتماد الأحزاب التي كانت تنشط في السرية قبل فتح المجال للجميع. فهذا التسرع، المحسوب على ما يبدو، هو الذي فتح المجال لقوى سياسية لم تكن تجد أي حرج في إعلان عداتها للديمقراطية على الرغم من أنها لم تكن لتظهر إلا بفضل هذه الديمقراطية بالذات.

- التشويش الذي ذكرته لا يزال متواصلا إلى الآن، ولا أدل على ذلك من الانتخابات

الرئاسية الأخيرة التي لم تشارك فيها أحزاب من المفروض أن تكون السباق إلى المشاركة. الأحزاب التي شاركت تحت مظلة التحالف الرئاسي تمثل دورها في تشويش المشهد السياسي الوطني مقابل الحصول على منافع. لقد جرت الأمور كما لو كان هذا التحالف الرئاسي يؤدي دورا أشبه بالمقايضة السياسية.

- من المخيب للآمال أن هذه المقايضة لم تعد مقصورة على التحالف الرئاسي بحيث أصبحت تتعاطاها أحزاب أخرى، كما يشهد على ذلك نائب في المجلس الشعبي الوطني من حركة النهضة الذي تحدث في يومية الخبر الصادرة في 17 جوان الماضي عن رشوات وعمولات يدفعها الراغبون في الترشح من أجل تصدر القوائم الانتخابية للأحزاب، مفسرا ذلك بتورط مصالح وزارة الداخلية في إقضاء أصحاب الكفاءة والنزاهة من القوائم الانتخابية بحجة «الخطر على الأمن العام». ثم يستطرد أن مثل هذه الممارسة هي التي أدت بنا إلى تسجيل نحو 1000 منتخب محلي متابع قضائيا.

- هكذا نجد أن المعارضة لدى بعض الأحزاب قد تحولت إلى مجرد معارضة لفظية، وذلك للحصول على مكاسب مقابل الإسهام في التشويش على التعددية الحزبية.

- ما يسمى بالتحالف الرئاسي ذاته، كان من الممكن أن يكون فكرة جيدة للغاية لو كان الغرض منه وضع حد لتشتت القوى السياسية وترشيدها عوض أن يكون تحالفا على السلطة وقطع الطريق أمام التداول السلمي عليها.

الذي تندد به حيث لا نرى من الحزب إلا قائده وهذا القائد لا يتغير، كما أننا لا ندري ما يدور داخل هذه الأحزاب.

* التعامل مع الأحزاب الأخرى على أساس التمييز بين ما يدخل في حكم المنافسة السياسية التي تخدم مصلحة كل حزب وما يدخل في حكم القاسم المشترك بين جميع الأحزاب مهما اختلفت مذاهبها حيث لا معنى لوجود الأحزاب من دون هذا القاسم المشترك.

* تفادي التنافس على استغلال ما يسمى بالثوابت الوطنية التي حوّلت إلى موارد سياسية. ثم إن العمل الحزبي من المفروض ألا يكتفي بالماضي ليتجه نحو المستقبل. فالهوية ذاتها ليست جامدة بل هي في تشكل مستمر. ربما هذا هو السياق الذي جاء فيه تصريح الأمين العام لحزب جبهة التحرير الوطني مؤخرا حيث قال «لابد من وضع نص يجدد المرجعية الفكرية للحزب لأن بيان أول نوفمبر أصبح مرجعية كثير من الأحزاب» (الخبر: 18 جوان 2009، ص3).

* التفكير في إنشاء إطار يجمع بين قادة الأحزاب من أجل التداول بشأن القضايا الوطنية الكبرى. من شأن ذلك أن يدعم تعاونها ويسمح لها باتخاذ ما يقتضيه الحال من مبادرات سياسية.

* التكوين المتواصل من أجل استيعاب مبادئ النظام الديمقراطي وآلياته. من بين سبل هذا التكوين تنظيم ندوات دورية (وطنية وجهوية وقومية ودولية) وجامعات صيفية يدعى إليها أساتذة جامعيون محايدون، من داخل الوطن وخارجه.

بطبيعة الحال، هذه أمور لا يمكن أن تفرض بموجب القوانين لأنها تبقى مسألة ثقافة سياسية معينة في نهاية

■ الأمر

الجزائر أحسن حالا بكثير اليوم؛ (2) بيئة سياسية واجتماعية وطنية غير مواتية؛ (3) بساطة الثقافة السياسية في بلادنا والتي تميل إلى اختصار الأمور والتصرف على أساس الصراع عوض التعاون. (4) تسلط القيادات الحزبية ورفضها للتغيير. (5) تحرر التطلعات السياسية الشخصية بعد عهد كانت فيه مكبوحه، لاسيما إذا كانت الأمور مبهمه ويقل دور المقاييس فيها في تقلد المسؤوليات. (6) يبدو أن الانضمام إلى حزب لم يعد على أساس الاقتناع ببرنامجه بل على أساس ما يتيح من فرصة للترقية الاجتماعية. لذلك نلاحظ أن الأحزاب ما فتئت تتحول إلى آلات انتخابية لاسيما بعد أن صار الوظيفة الانتخابية تدر بأجور لا بأس بها. (7) وأخيرا ينبغي أن ندرك أيضا التقلص المتزايد للدور الأيديولوجي في الانتماء الحزبي في الأنظمة السياسية على مستوى العالم عامة.

- أود أن أختتم هذا التدخل ببعض الأفكار المتصلة بأسس الممارسة السياسية للأحزاب من أجل تنمية سياسية التي هي أم التنميات.

* كما سبقت الإشارة، لا يمكن للأحزاب أن يكون لها دور في تنمية الممارسة السياسية في الجزائر من دون اعتبار نفسها مندرجة في سياق عام يفرض عليها التعاون في ما بينها.

* مصداقية الأحزاب مرهونة بمدى تطبيق ما تطالب به النظام السياسي على نفسها أولا، بدءا بحرية التعبير، التداول على المناصب ودوران النخب فيها بصورة منظمة وسلمية والفصل بين الوظائف. إن المسألة هي مسألة قدوة أيضا.

ما نلاحظه في ممارسة الأحزاب السياسية في الجزائر هو تكرارها لنفس النمط

- نستطيع القول إننا، منذ إعلان التعددية، ونحن ندور في نفس الحلقة وليس نظام الحكم وحده هو المسؤول عن ذلك، لأن الأحزاب أيضا مسؤولة عن هذا الوضع لأنها لم تستطع بعد أن تتخلى عن عادات الأحادية؛ وهذا لا بد أن يكون في فائدة نمط الحكم السائد في الجزائر منذ استقلالها. من الواضح أن الانتقال الديمقراطي لا يمكنه أن ينجح من دون أن تتحمل أحزاب المعارضة مسؤولياتها بدءا بالاتفاق على خارطة طريق تسمو على الخلافات الحزبية لأن هذه الخلافات لا مكان لها قبل توفير الشروط الأساسية التي تتطلبها الممارسة التعددية. أي ينبغي أن تحدد الرهان العام قبل التفكير في الرهانات الخاصة. - هناك ظاهرة أخرى أريد أن أتعرض لها، ألا وهي الانشقاقات التي تعرفها جميع الأحزاب في الجزائر منذ نشأتها تقريبا.

* ينبغي الإشارة إلى أن هذه الظاهرة كلاسيكية في كل انتقال من الأحادية إلى التعددية بسبب حالات الغموض التي تكتنف نشوء الأحزاب.

* بطبيعة الحال، هناك من يفضل اختصار الطريق ليقول إن هذه الانشقاقات من صنع «المخابر». حتى وإن كان هذا التفسير واردا إلا أنه يبقى غير كاف، كما أنه لا يخلو من بعض الكسل في التحليل لأن مدى تأثير عامل من هذا القبيل يبقى مرهونا بأوضاع الحزب الداخلية.

* أعتقد أن هناك أسبابا أخرى يمكن أن نفسر بها هذه الظاهرة. من جملة هذه الأسباب يمكن أن نذكر : (1) حداثة التجربة نسبيا، علما أن الجزائر عرفت تعددية حزبية نشطة في الفترة الاستعمارية لكن لم يتم استغلال هذه التجربة بشكل ما بعد الاستقلال. لو حدث ذلك لكانت التعددية الحزبية في

تصرفات يمكن أن تسيء اليهم (قرارات تعسفية من الادارة) لقيامهم بأعمال تتفق مع ممارستهم لحقوقهم النقابية.

• حق العمال ونقاباتهم في الاضراب كوسيلة للدفاع عن مصالحهم الاقتصادية والاجتماعية.

2 - العمل على المصادقة، من قبل السلطات المعنية، على الاتفاقيات الدولية الخاصة بالحرية النقابية

3 - العمل على تعديل التشريعات الوطنية، بما يتوافق مع الاتفاقيات الدولية الخاصة بالحرية النقابية.

4 - ممارسة الحقوق التي يشملها مفهوم الحرية النقابية،

5 - العمل على تقديم الشكاوى الى منظمة العمل الدولية، في حال تعرض هذه الحقوق للانتهاك من قبل الدولة أو أصحاب العمل أو أي طرف خارجي،

6 - اتخاذ جميع القرارات باستقلالية تامة عن أي طرف خارجي (ولا سيما الدولة، أصحاب العمل، الأحزاب السياسية) والعمل على ازالة كل العوائق (القانونية وغير القانونية) التي تحول دون ممارسة هذه الاستقلالية. إن قرارات المنظمة النقابية يجب أن تكون تعبيراً حراً عن توجهات الأعضاء، وهذا لا يتم الا اذا كانت النقابة ديمقراطية. من هنا العلاقة الوثيقة بين مبدأ الحرية (والاستقلالية) ومبدأ الديمقراطية.

7 - الالتزام بالحرية والحقوق الفردية والعامّة المنصوص عنها في الاعلان العالمي لحقوق الانسان، والعهديين الدوليين، والعمل على تأمينها وحمايتها كاساس حقوقي للحرية النقابية.

• حقوق العمال أجمعين، دون أي تمييز أو تفرقة أيا كان نوعها في تشكيل التنظيمات والانضمام إلى تلك التي يختارونها (حق التعددية النقابية) دون الحاجة إلى تصريح مسبق.

• حق النقابات في وضع الدساتير واللوائح الخاصة بها، وانتخاب ممثلها بكل حرية وتنظيم إدارتها وأنشطتها وبرامجها دون أي تدخل من السلطات الحكومية.

• حق النقابات في الانضمام معاً في اتحادات قطاعية أو جغرافية أو وطنية وحق أي منها في الانضمام إلى التنظيمات النقابية والدولية دون الحاجة الى تصريح مسبق.

• حماية النقابات من الحل أو الإيقاف بموجب قرار إداري.

• حق النقابات في توفير الحصانة لمقارها وتأمين مراسلاتها واتصالاتها الهاتفية.

• حماية العمال من القرارات والأفعال المناهضة للنقابة في مجال عملهم.

• حماية النقابات من أي تدخل من جانب أصحاب الأعمال في عملية تشكيلها وسير عملها وإدارتها.

• حق حماية الأموال والأصول الخاصة بالنقابات ضد أي تدخل من السلطات الحكومية.

• حق النقابات في المفاوضة جماعياً على تنظيم شروط وظروف العمل وغيرها من القضايا التي تؤثر على حياة أعضائها.

• حق النقابات في ممارسة أنشطتها داخل الشركة وفي مقر العمل.

• حماية الممثلين النقابيين من أي

لن يكون هناك من فائدة بالمفهوم النقابي لهذه الديمقراطية اذا لم تكن قادرة على التحرك والفعل (الفعالية).

وأخيراً ان مقارنة القواعد السلوكية من منظار حرية المنظمة سيدفعنا بالضرورة الى التساؤل عن مدى قدرة هذه القواعد على توفير مجال التعبير عن هذه الحرية بطريقة ديمقراطية وعن الوسائل الفعالة الكفيلة بإيصال هذه الحرية الى مبتغائها.

أولاً: حرية المنظمة النقابية

يستند هذا النص الى مفهوم منظمة العمل الدولية للحرية النقابية المعبر عنه في الاتفاقيات الدولية (ولا سيما رقم 87، 98، و135) وفي الاجتهادات التي أصدرتها المنظمة حول هذه الاتفاقيات. خيارنا ينبع من اعتبارات عدة:

• عالمية المفهوم وتناسبه مع التنوع والاختلاف القائم في مختلف البلدان في العالم،

• قابلية المفهوم للتطبيق عبر معايير محددة تنص عليها الاتفاقيات،

• توفر الاجتهادات من قبل منظمة العمل الدولية (لجنة الحريات النقابية مثلاً) حول معنى المفهوم وتطبيقاته.

• امكانية استخدام المفهوم، بمرجعياته القانونية الدولية، من أجل تعديل التشريعات الوطنية المخالفة.

تعتمد المنظمة النقابية القواعد السلوكية الكفيلة بممارسة الحرية النقابية وذلك من خلال:

1 - الالتزام بالحقوق النقابية المجسدة للحرية النقابية كما نصت عليها الاتفاقيات الدولية وأهمها:

ثانياً: ديمقراطية المنظمة النقابية

على عكس مفهوم الحرية، لا يوجد مفهوم معتمد دولياً لديمقراطية المنظمة النقابية. المفهوم الذي نعتمده هنا يستمد عناصره من عدة مصادر: مبادئ الديمقراطية السياسية، الديمقراطية النقابية كما جرى تجسيدها في الانظمة الداخلية للنقابات، نقد الديمقراطية كما جرى تطبيقها في المنظمات النقابية من منظار المشاركة الفعلية للأعضاء في اتخاذ القرارات، الديمقراطية كآلية لاحترام حقوق الأقليات او الفئات المهمشة وضمان تمثيلها.

تعتمد المنظمة النقابية القواعد السلوكية الكفيلة بارساء الديمقراطية داخل هياكلها ومن هذه القواعد:

1 - توسيع قاعدة الانتساب وزيادة نسبته عبر تنظيم حملات الاستقطاب وغيرها، باعتبار ان نسبة الانتساب هي الاساس الخارجي للديمقراطية التنظيمية: فمع انخفاض نسبة الانتساب تفقد النقابة صفتها التمثيلية للأجراء وتتحوّل الديمقراطية داخل المنظمة الى مجرد لعبة تنظيمية لا تعكس الاتجاهات الحقيقية في أوساط الاجراء الذين تمثلهم النقابة.

2 - تكوين بنية هيكلية ذات تنظيم عامودي وأفقي. عامودياً: جمعية عمومية أو مؤتمرات، مجلس مندوبين أو مجلس مركزي، مجلس تنفيذي. أفقياً: لجان مؤسسات وفروع في المناطق.

3 - اقرار نظام داخلي يضمن المساواة في الحقوق والواجبات بين جميع الاعضاء.

4 - اعتماد آلية انتخابية تنص على انتخاب الهيئات الدنيا للهيئات العليا عامودياً وأفقياً، مع اعتماد التمثيل النسبي المرتبط بحجم العضوية في مجال تكوين الهيئات والانتخابات، ومع تقليص الهامش بين الحد الأدنى والحد الأقصى للنسبة حتى لا تطغى الهيئات الكبيرة على الهيئات الصغيرة. ويجري الانتخاب بالاقتراع السري، دورياً من قبل الاعضاء ومن بينهم.

5 - تأمين الشروط القانونية والمادية لإجراء انتخابات عادلة ونزيهة من دون تدخل من أي طرف خارجي (ومن بين هذه الاطراف المركزية النقابية والنقابات الأخرى) والعمل على مراقبة الانتخابات من قبل طرف خارجي مستقل ليس ذات مصلحة.

6 - حل الخلافات والاعتراضات على نتائج الانتخابات بالطرق القانونية العادلة، وباللجوء الى القضاء المختص، والعمل على اقرارها في حال عدم وجودها.

7 - شمول عملية اتخاذ القرارات كافة اللجان والفروع في اطار احترام العلاقة التراتبية بين الهيئات العامودية، وعلى ان تجسد القرارات المتخذة ارادة الاكثية بالنسبة الى المسائل كافة.

8 - اطلاع الاعضاء على كافة المسائل والاعمال والنشاطات النقابية من خلال آلية محددة ومقررة من المنظمة، على أن تخضع جميعها الى مراجعة دورية من قبلهم.

9 - اعتماد وتطبيق قواعد لإدارة الاجتماعات والمناقشة واتخاذ القرارات بحسب الأصول المعتمدة في الاجتماعات في المنظمات الديمقراطية.

10 - اتخاذ التدابير الكفيلة بمنع تحول المنظمة النقابية الى اوليغارشية يتولى فيها القرار والادارة عدد قليل من القيادات بينما يصبح الاعضاء الباقون خارج اطار اتخاذ القرارات وغير مشاركين. من بين هذه التدابير:

- توسيع صلاحيات لجان المؤسسات والفروع،
- تنوع الوظائف النقابية
- انشاء جمعيات (رياضية، ثقافية، واجتماعية) داخل النقابة والحفاظ على حريتها في تنظيم عملها ونشاطها،
- تأمين الاطر والامكانيات المادية والبشرية اللازمة، لتثقيف وتدريب الاعضاء من أجل خلق الحوافز للمشاركة من جهة، ومن أجل رفع قدراتهم على المشاركة الفعلية من جهة ثانية،
- ضمان حق قيام معارضة نقابية داخل التنظيم قادرة على استخدام قنوات الاتصال الرسمية وغير الرسمية بالاعضاء.

11 - معالجة مشكلة عدم مشاركة النساء والشباب (أو فئات أخرى مهمشة لأسباب اتنية، دينية، مذهبية، قومية، جسدية أو غير ذلك) في النقابات، عبر تدبيرين تنظيميين على الاقل:

- اعتماد مبدأ الكوتا في تمثيل هذه الفئات،
- انشاء لجان خاصة بها واعطائها الامكانيات والصلاحيات اللازمة للقيام بمهامها.

12 - ادارة الشؤون النقابية، العامة والمالية، وعلى جميع المستويات التنفيذية بالاستناد الى مبادئ الحكم الرشيد والرقابة الديمقراطية، في جو من الشفافية وبعيداً من الفساد.

ثالثاً: فعالية المنظمة النقابية

فعالية المنظمة هي قدرتها على تحقيق أهدافها. يجري هنا مقارنة فعالية المنظمة على المستوى الوطني لكن في إطار عولمة الاقتصاد وانعكاساتها الاجتماعية والاقتصادية. بسبب تنوع أهداف المنظمة النقابية واختلافها من نقابة إلى أخرى ومن بلد إلى آخر، سيتم مقارنة الفعالية من خلال قواعد سلوكية عامة تنطبق من حيث المبدأ على التحركات النقابية بالاجمال.

تعتمد المنظمة النقابية القواعد السلوكية الكفيلة بتمكينها من زيادة فعاليتها وتحقيق أهدافها ومن بينها:

1 - رسم الحدود المهنية، القطاعية والجغرافية للمنظمة بالاستناد إلى البنية المهنية - الاقتصادية واتجاهات تطورها وتوزع اليد العاملة عليها، وكذلك بالاستناد إلى الواقع التنظيمي لأصحاب العمل.

2 - وضع خطة استراتيجية لعدة سنوات، من خلال العملية الديمقراطية في المنظمة، تشمل مطالب المنظمة، أولوياتها وأشكال التحرك من ضمن رؤية طويلة الأمد لتحقيق العدالة الاجتماعية.

3 - اعتماد أشكال التحرك النقابي الكفيلة بتحقيق المطالب العمالية وأهمها المفاوضة الجماعية ووسائل الضغط الديمقراطية المختلفة كالاعتصام والاضراب والتظاهر.

4 - اعطاء أهمية أكبر لتنظيم الحملات كشكل من أشكال الضغط لتحقيق المطالب، ولا سيما بعدما تراجعت الدولة عن التدخل عبر اللجان الثلاثية وبعدها انكفأت وتفككت أنظمة المفاوضة الجماعية، كل ذلك في ظل تحكم المؤسسات المالية الدولية ومنظمة التجارة العالمية والشركات المتعددة الجنسيات في رسم السياسات الاقتصادية الاجتماعية في مختلف البلدان.

5 - العمل على بناء النموذج التنظيمي كبديل للنموذج الخدماتي القائم حالياً والعاجز عن الدفاع عن المصالح العمالية في ظل عولمة الاقتصاد وحاجة النقابات إلى التحرك عبر تنظيم الحملات وتعبئة القاعدة وإشراكها في التحركات¹

6 - الانخراط الجدي والفاعل في المنظمات الدولية النقابية كشرط ضروري لأي تحرك فاعل على المستوى المحلي في ظل عولمة الاقتصاد وتحكم المؤسسات التجارية والمالية الدولية في اقتصاديات البلدان.

7 - المشاركة بفعالية في مختلف شبكات المجتمع المدني، المحلية والعالمية، ولا سيما تلك العاملة من أجل احترام حقوق الإنسان وحقوق المرأة ومكافحة الفقر والتصدي لسياسات منظمة التجارة العالمية من ضمن رؤية لبناء عولمة بديلة أكثر عدالة للأفراد والشعوب.

8 - العمل على توحيد الاجراء بغض النظر عن انتماءاتهم اللاتينية أو القومية أو الدينية أو المذهبية أو السياسية في مواجهة النزعات الأصولية والصراعات الأهلية التي تفكك المجتمعات الوطنية وتهدد مصير الدولة الواحدة، وذلك من خلال رفع لواء حقوق الإنسان والمواطنة والمصالح الاجتماعية الاقتصادية.

9 - الالتزام بالنظام الديمقراطي كإطار سياسي صالح للنضال من أجل العدالة الاجتماعية ومن أجل تطبيقها.

غسان صليبي، نوفمبر 2008

1. يقوم النموذج الخدماتي على العناصر التالية: القيادة تتحرك وتؤمن خدمات للأعضاء، الاتكال على الخبراء، الاتصالات في المنظمة من فوق إلى تحت، التحرك النقابي هو ردة فعل على مواقف أصحاب العمل والحكومة ولا ينبع من خطة ذاتية، مركزية في التنظيم، تدريب وتثقيف الأعضاء ثانوي. في حين يقوم النموذج التنظيمي على عناصر نقيضة: القيادة تعبئ القاعدة للتحرك، الاتصالات في التنظيم في الاتجاهين من خلال بنية تعبوية دائمة مؤهلة، التحرك النقابي هو نتيجة لخطة استراتيجية تضعها النقابات لسنوات عديدة، لا مركزية موسعة في التنظيم (صلاحيات واسعة للجان والفروع)، تدريب وتثقيف الأعضاء شرط ضروري ملازم لعمل النموذج ككل.



د. عروس الزبير

القوانين الهنظة لأشكال التطير الجموعي في الجزائر:

احتياطي يمكن التحقق من النوايا الحقيقية من طلبات التأسيس.

بعد هذه التعلية، تم إلغاء العمل بهذا القانون وأدرجت في إطار المراجعة العامة للقوانين الفرنسية التي كانت ينظر إليها على أنها تتعارض مع السيادة الوطنية² إجراءات جديدة تنظم القطاع الجموعي، هذه الإجراءات أخذت الطابع الأيديولوجي وبها أسس لمرحلة جديدة في التعامل مع الجمعيات المخالفة للتوجهات السياسية للسلطة القائمة.

في هذا السياق ظهر أول تشريع جزائري ذو مسحة اشتراكية منظم للقطاع الجموعي، تمثل في الأمر الصادر عام 1971 برقم 79/71، هذا الأمر أفرز بدوره حالة قانونية جديدة تثبتت أكثر بعد صدور الأمر المعدل رقم 21/72 المؤرخ في 07 جوان 1972.

لتصبح الحالة القانونية الجديدة التي أفرزها أمر 71 و72 مكوّنا أساسيا لذهنية تعامل السلطات العمومية مع مكوّنات القطاع الجموعي بمختلف مكوناته التنظيمية وتنوعاتها، هذه الذهنية التي لا تزال قائمة الى الآن و تعتبر من أكثر مجموعات العمل الجموعي الناجح.

مهما يكن، يعبر هذان الأمران من الناحية الرمزية على مرحلة هامة في تاريخ التنظيمات الجموعية في الجزائر من حيث حرية الشكل التنظيمي وواجبات التسيير و لاتي أصبحت

الناشئة. حالة التأسيس المستقل وفق قواعد القانون الفرنسي، شملت الأصناف الجموعية الثلاث المحددة قانونا وهي¹:

- الجمعيات غير المعلنة والتي لا تتمتع بالشخصية المعنوية.
- الجمعيات المعلن عنها والتي لا يمكن لها استقبال الهبات والإعانات.
- الجمعيات ذات النفع العام والتي تتمتع بشخصية معنوية كاملة وذات أفضلية وأسبقية من حيث الدعم العمومي واستثماراته.

من الملاحظ أنه وبالرغم من اعتماد هذا القانون في عملية التأسيس المستقل لجملة من الجمعيات على اختلاف فئاتها، فإن إرادة السلطة السياسية التي قادت البلاد مع بدايات الاستقلال، رأت في كل تعدد تنظيمي تهديدا لمبدأ الوحدة الوطنية «المقدس» والاختيارات السياسية الأساسية للوطن، لذا أوجبت مراقبته، فجاءت تعليمة 02 مارس 1964 التي أصدرتها وزارة الداخلية والتي أجازت لأعوان الإدارة العمومية الذين لهم علاقة مباشرة مع الجمعيات إجراء تحقيق مدقق عن أهداف ونشاط الجمعيات المصرّح بها.

قضت هذه التعليمة في حقيقة الأمر على إجراءات التأسيس المبسطة التي ينص عليها قانون 1901 وأدخلت إلزامية الحصول على الاعتماد المسبق كإجراء

مّر التشريع الجزائري الخاص بالقوانين المنظمة للقطاع الجموعي و أشكاله التنظيمية بعد الاستقلال بعدة مراحل، ولكل مرحلة خاصيتها الأيديولوجية و توجهاتها السياسية و طبيعة القوى الاجتماعية الحاملة لهذه التوجهات أو تلك.

إذ صدرت في هذا الشأن جملة من القوانين والمراسيم التي تحكمت في سير القطاع الجموعي بعد الاستقلال، غير أن قانون الجمعيات الفرنسي الصادر بتاريخ 05 جويلية 1901 يعتبر المصدر الأساس لمجمل هذه القوانين المنظمة لكل أشكال التنظيم الجموعي وفئاته من حيث التصنيف، الوظيفة و التسمية، إذ كان القانون الفرنسي هذا هو المرجع في تأسيس الجمعيات بعد الاستقلال واعتمدت نصوصه التنظيمية في الفترة الممتدة ما بين سنة 1962 1971 كأساس لإعتماد الجمعيات الجديدة و تسيير القديم منها، هذه الفترة تعرف في تاريخ التشريع الجزائري «بفترة الشغور القانوني».

مسحة هذا القانون البرالية من حيث التوجهات الأيديولوجية وإقراره بحرية إنشاء الجمعيات والإجراءات المبسطة التي أعتمدها الى اجانب تسامحه من حيث التسيير المالي، سمحت بإنشاء جملة من الجمعيات المستقلة- بكل ما تحمله كلمة مستقلة من محتوى - والبعية عن مجال هيمنة السلطة

1. «Le mouvement associatif lié à l'environnement, étude institutionnelle et juridique»

2. Ibid, p. 12 PNUD. Alger, 1998, page 12.

الإجراءات الردعية إذ تنص صراحة على اعتبار: «كل جمعية باطلة وملغاة، إذا ألحقت الضرر بالاختيارات السياسية والاقتصادية الاجتماعية والثقافية للبلاد أو إلحاق الضرر بحرمة التراب الوطني».

يقابل هذا الموقف الصريح من حيث مبررات التعطيل، غموض من حيث الأسباب، هذا الغموض يعطي للإدارة بالضرورة سلطة تقديرية واسعة في قبول أو رفض تقديم الاعتماد وكذا حل الجمعيات الجانحة لأبسط الأسباب، لأن هذه خاضعة لسلطة الإدارة في تقدير أسباب الحل وهذا الحال لا يزال قائم الآن.

مع بداية الثمانينات ظهرت مؤشرات تغيير العلاقة بين السلطة والمجتمع وذلك من خلال المحاولات الأولى لتغيير نموذج العلاقات الاجتماعية الاقتصادية مع المجتمع وفرض أسلوب وفلسفة جديدة للعيش والتي تجسدت لاحقا في شعار «من أجل حياة أفضل»، مبرزة خطاب هذه الفلسفة من حيث النظر والهدف، دخول بعض المفاهيم والمصطلحات التي كانت مستبعدة من التداول في الخطاب السياسي لسلطة الحزب الواحد و لست دولة الحزب الواحد، من أهم هذه المفاهيم مفهوم «المجتمع المدني» الذي أصبح ينظر له سياسيا وجعل مكوناته أساس الحلول المفترضة دون الأخذ بعين الاعتبار خلفيته التاريخية و أصوله الفلسفية وذلك بمعزل عن محيطه الاجتماعي، الثقافي خاصة المختلف مع واقع المجتمع الجزائري الثقافي، فكان هذا المفهوم محل غرس قصرا لا توافقا مع الوعي العام للمجتمع الجزائري.

الإدارة من التحكم في عملية التأسيس بشكل يجعل أي تنظيم جمعي جديد يخدم ضرورة التوجه الإيديولوجي للسلطة وسياستها القائمة على تسيير نظام الحزب الواحد.

من أجل هذا تم إدراج مبدأ الاعتماد المزدوج الذي لا يكتفي بترخيص السلطة العمومية المباشرة والمشرفة على المحيط الجغرافي المحدد إداريا لنشاط هذه الجمعية أو تلك وهي الولاية بالنسبة للجمعيات المحلية؛ ووزارة الداخلية بالنسبة للجمعيات الوطنية، بل أوجب الموافقة على طلبات التأسيس التصديق المسبق من طرف الهيئات أو الوزارات الوصية على نشاط هذه الجمعية أو تلك، أضاف إلى ذلك، فإن الأمر 79/71 يعطي الإدارة العمومية صلاحيات عديدة في مراقبة سير عمل الجمعيات وسن العقوبات الردعية والتي تصل إلى حد حل الجمعية إداريا وخارج الإطار القضائي المخول و المختص بذلك قانونا.

فالمادة الثالثة من هذا الأمر³، تشترط في المؤسس للجمعيات وكذا المنخرط عدة شروط منها على وجه التحديد: الصفاء من حيث الفكر والسلوك تجاه الثورتين «التحريرية والاشتراكية» وهذا بصريح نص المادة السالفة الذكر والذي يقول حرفيا:

- أن لا تكون للمؤسس سلوكيات معادية لحرب وثورة التحرير الوطني.
- أن لا تكون له نشاطات مضادة ومعادية لمصالح الثورة الاشتراكية.

أما المادة السابعة من هذا الأمر، فهي صريحة القول ومحددة لطبيعة

تتماشى وفق ما تمليه الإرادة السياسية لا فلسفة الإستقلالية و المبادرة؛ إذ وبالرغم من محافظة الأمرين على المستويات الثلاث المذكورة في التشريع الفرنسي، إلا أنهما غديا وأشبعيا بجملة من الشروط والتوجيهات التي تعطي الهيمنة للعقلية الأحادية ووسائل المراقبة المركزية، محافظة على التوجه السياسي والإيديولوجي المختار مركزيا الذي أخترته قوى سياسية حاولت فرض هيمنتها على المجتمع في مواجاة قوى سياسية و إجتماعية منازعة و منها كانت توجهات القوى المهيمنة ترسم سياستها وفق إستراتيجية تقوم على مستويات ثلاث هي:

- التشديد على الوحدة الأيديولوجية.
- تأطير الصراعات والنزاعات الاجتماعية من خلال أشكال التنظيم المراقبة مركزيا.
- تجزئة المطالب الاجتماعية وتأطيرها بواسطة أشكال التنظيم المراقبة مركزيا، هذا لاجتناب أي شكل من أشكال التنظيم الاجتماعي المستقل الذي يمكن أن يوظف من طرف الفئات الاجتماعية السياسية والثقافية الجانحة والمعارضة لنهج السلطة القائمة للمجتمع.

هذه المستويات الثلاث، ما هي في حقيقة الأمر إلا آليات للتحكم والمراقبة اعتمدها التشريع الخاص بالتنظيمات الجموعية ابتداء من سنة 1971 وهي المرحلة التي اتسمت بتخلي السلطة العمومية وإدارتها عن مبدأ الإرادة الحرة في عملية التأسيس والتي تم استخلافها بمجموعة من الشروط تمكن

3. إشارة إلى الأمر الصادر برقم 79/71 ونقلا عن القانون الخاص بالجمعيات الصادر في 1971.

جانفي سنة 1992 إلى جانب هذا، هناك الشروط التي تنص عليها المادة 04 من ذات القانون السالف الذكر والخاصة بالأعضاء المؤسسين وغير المحددة بدقة، من أشكال عدم الدقة هذه القضايا المتعلقة بـ:

- إشكالية التمتع بالجنسية الجزائرية.
- التمتع بالحقوق المدنية والسياسية دون تحديد الأسباب التي أدت إلى نزعها.
- السلوك المخالف لثورة التحرير الوطني دون تحديدا لطبيعته التنظيمية وامتداداته العائلية والزمينية.

إلى جانب هذه المآخذ، هناك بعض المزايا والامتيازات الأخرى التي يخولها هذا القانون للجمعيات والمحددة أساسا في المواد من 26 إلى 30 والتي تتيح وتمكّن التنظيمات الجمعوية وخاصة ذات التوجه الإسلامي على اختلاف فئاتها بالبحث عن مصادر للتمويل العيني والمالي، خارج الإطار الحكومي زيادة على اشتراكات الأعضاء وذلك لتفعيل نشاطاتها وبرامجها، لكن ميوعة وعدم دقة بعض المواد القانونية أعطت للسلطات العمومية إمكانية جعل المساعدات العينية والمالية التي تتلقاها الجمعيات مهما كان مصدرها عائقا فعليا أمام الجمعيات ووسيلة من وسائل عرقلة أو حل الجمعيات ذات التوجهات التي تعتبر جانحة في نظر السلطة لمجرد الاسم الصريح وهو ما حدث بالفعل مع الكثير من أشكال التنظيمات الجمعوية مع الاختلاف في المبررات.

استمرت هذه الوضعية القانونية على حالها إلى غاية صدور القانون رقم 31/90 المؤرخ في ديسمبر 1990⁴ كتتويج للانفتاح السياسي المفروض من أعلى والقائم على التعددية، التي تجسدت تشريعا في دستور 1989 وقانون الجمعيات ذات الطابع السياسي لذات السنة، ثم قانون الجمعيات لسنة 1990، هنا يمكن اعتبار من الناحية التشريعية لا على مستوى الممارسة، أن هذا القانون يعتبر بمثابة القانون المنظم لهذا القطاع حاليا ومن ميزاته اعتماد مبدأ تجمع خمسة عشرة عضوا (15) بصفة إرادية سببا قانونيا كافيا لتأسيس جمعية حسب ما أقرته المادة الثانية (02)، إلى جانب هذه الميزة هناك ميزات أخرى ومنها على وجه التحديد: التخفيض من الإجراءات الاحتياطية المانعة، والتقليل من تدخل الإدارة في صيرورة النشأة وتأسيس الجمعيات بجعل التصريح المسبق كاف لاكتساب الجمعية لوجودها القانوني وشخصيتها المعنوية؛ وذلك بمجرد نشر ذلك في جريدتين وطنيتين، هذا بالرغم من الإجراءات غير المقننة تقنيا محكما والتي تعطي للإدارة إمكانية إقصاء أو تجميد أية جمعية كما تنص عليه المادة الخامسة من قانون 31/90، إذ حسب روح هذه المادة تعتبر كل جمعية ملغاة إذا كانت أهدافها تخالف النظام التأسيسي أو الآداب العامة، القوانين والتنظيمات المعمول بها وهو ما طبق فعلا سنة 1993 على جل الجمعيات الإسلامية التي اعتبرت جانحة عن/أو مناهضة للإرادة السياسية التي خلقتها ظروف توقيف المسار الانتخابي لشهر

هذا التحول في الموقف من المكونات التنظيمية المستقلة وفلسفة فعلها الاجتماعي، ترجم كذلك نظريا في اعتماد جملة من المفاهيم المتعارضة مع «التوجه الاشتراكي» وتجسد عمليا هذا المسعى لاحقا في ما يخص أشكال التنظيم المؤطرة للمجتمع بالمصادقة على القانون رقم 15/85 لسنة 1987 المتعلق بالجمعيات غير السياسية؛ ميزة هذا القانون على المستوى التطبيقي إلغاء الاعتماد المسبق والرجوع إلى التصريح الإداري الذي كان معمولا به قبل سنة 1971 من حيث الفترة والأمر رقم 79/71 من الجانب التشريعي والذي صدر بنفس السنة المذكورة.

يظهر هنا، وكأن الأمر اتخذ وعيا لتهيئة القطاع الجمعوي مستقبلا لمواجهة التكفل بالقضايا التي ستنج عن سياسة تخلي الدولة عن الكثير من مهامها ووظائفها وبالتالي تغيير طبيعة علاقتها التي كانت قائمة مع الأفراد والمجتمع والتي كانت تقوم على الكفالة و الرعاية من جانب الأولي وطاعة السلطة القائمة لها من جانب مكونات الثاني، لكن وبالرغم من العودة إلى الروح اللبرالية في مسألة تأسيس وتسيير الجمعيات التي جاء بها قانون سنة 1987، فإن المرسوم التطبيقي الصادر بتاريخ 02 فيفري 1988 سحب هذه الروح بإبقائه على صلاحيات الإدارة في عملية مراقبة تأسيس الجمعيات؛ لذا فإن الانفتاح القانوني على أشكال التنظيمات الجمعوية في هذه الفترة بالذات، بقي ناقصا ولا يتماشى ومجمل التحولات التي حدثت على المستوى الاقتصادي والاجتماعي التي نفذت في حينها.

4. Loi relative aux associations. N° 9031/, de 1990.

سلوك هِدُون : قواعد سلوكية للمنهزمات النقابية العربية

مقدمة

تتضمن هذه الورقة مجموعة من القواعد السلوكية التي من المفترض أن تكفل ممارسة نقابية حرة، ديمقراطية وفعّالة. وضعت هذه القواعد السلوكية تحت عنوان «سلوك مدون» وليس «مدونة سلوك» للدلالة على أمرين:

- تمييز مفهوم هذه الورقة عن مفهوم مدونات السلوك المعتمدة عادة في المؤسسات الاقتصادية بشكل عام والمؤسسات المتعددة الجنسيات بشكل خاص.

- شمول الورقة لقواعد سلوكية جرى اختبار فعاليتها في الممارسة النقابية حول العالم وهي مدونة هنا بصفتها هذه وليس كمعايير مثالية يجب الاقتداء بها فحسب.

تركز الورقة على سلوكيات المنظمة النقابية ولا تعنى بسلوكيات أعضاء المنظمة إلا عرضاً واستطراداً. والسلوك مأخوذ هنا بمفهومه الواسع الذي يشمل الموقف والقناعة الى جانب الممارسة. تخاطب الورقة الأجراء العرب، عمالاً ومستخدمين، أعضاء في النقابات العمالية أو غير منتسبين إليها. وتتوخى من خلال مخاطبتهم حثهم على قراءة الواقع النقابي العربي بالاستناد الى قواعد سلوكية محددة، والعمل على تطوير الحركة النقابية العربية باتجاه المزيد من الحرية والديمقراطية والفعالية. يمكن لهذه الورقة أن تتحول الى وثيقة مرجعية اذا ما وافق عليها عدد من النقابات العربية، بعد مناقشتها وتطويرها.

كان أمام الورقة ان تختار بين مقاربتين: مقارنة تكتفي بجمع المبادئ العامة، الحقوقية على وجه التحديد ومقاربة تتجاوز الحقوق الى الممارسة الفعلية المتشعبة. المقاربة الأولى سهل الاتفاق على مبادئها ولا تخضع كثيراً للظروف الخاصة في المناطق الجغرافية والبلدان، لكنها ليست ذات فائدة عملية في تحليل الواقع والعمل على تطويره. المقاربة الثانية بالمقابل، تتضمن الحقوق الى جانب الممارسات الفعلية، وهي تصلح بالتالي كأداة معيارية لرصد الواقع وآفاق تطويره، لكنها بسبب ذلك تطرح على بساط البحث صلاحية القواعد السلوكية المختارة وامكانية تطبيقها في مختلف الانساق والظروف الاجتماعية والاقتصادية والسياسية. لقد اخترنا المقاربة الثانية مع محاذيرها وندعو الى استخدام القواعد السلوكية أدناه كأداة معيارية، قابلة للتعديل نتيجة تفاعل دينامي جدي بينها وبين الواقع الذي يجري تطبيقها عليه. وهي ستكون مناسبة لمناقشة جدية لمقولة «الخصوصية العربية» على المستوى النقابي، وهي مقولة غالباً ما تطرح لتبرير الواقع القائم ورفض المشاريع لتطويره. مع الاشارة الى أن القواعد السلوكية المطروحة، وكذلك مناقشتها، يجب أن توضع في إطارها الزمني الذي يتميز بعولمة الاقتصاد وما يترتب عليه من انعكاسات على مختلف المستويات.

الميزة الأولى في أنها متداولة في الاوساط النقابية وهي بالتالي تسهل النقاش لا بل تعطيه بعض الحماسة والاندفاع،
الميزة الثانية في أنها قابلة للاستخدام من خلال معايير ومؤشرات واضحة وملموسة،
الميزة الثالثة، في أنها في علاقة متبادلة وجدلية مع بعضها البعض، مما يسمح بربط العناصر المختلفة في اطار من الشمولية:
• فمقاربة القواعد السلوكية من منظار فعالية المنظمة سيحيلنا حكماً الى حرية الأعضاء (أفراد ونقابات) والى حجم ومستوى مشاركتهم (ديمقراطية التنظيم).

كما أن مقارنة القواعد السلوكية من منظار ديمقراطية المنظمة سيرجعنا لزاماً الى حرية التنظيم وفعاليتها. فالتنظيم لا يمكن أن يكون ديمقراطياً اذا لم يكن مستقلاً عن الخارج كما أنه

إعلان أسس الممارسة الديمقراطية للأحزاب والحركات السياسية

حزيران 2008
بيروت - لبنان

ديباجة:

تواجه البلدان العربية كافة تحديات التحول نحو الديمقراطية، مما دفع كثيراً من الأحزاب والحركات السياسية العربية على مختلف اتجاهاتها لتبني مراجعة عميقة لتجاربها السياسية بما يتناسب مع متطلبات التحول الديمقراطي.

وإذا كانت الأحزاب السياسية تمثل شرطاً أساسياً لوجود الديمقراطية فإن العمل الحزبي في مختلف البلدان العربية يعاني من الضعف الشديد إما بسبب حظره وعدم الاعتراف به، أو تكبيله بقيود استثنائية، أو التضييق عليه من قبل السلطات أو الأحزاب الحاكمة.

وقد أدى عدم احترام النظم الحاكمة لأحكام الدستور والقانون وعدم الالتزام بآليات التداول السلمي للسلطة إلى الإخفاق في بناء مجتمع سياسي يمتلك مقومات الاستقرار والنمو، وإلى استمرار ممارسات النظم السياسية التسلطية التي همّشت المشاركة المجتمعية عموماً والمشاركة السياسية خصوصاً، وساهمت في العديد من التجارب بإضعاف مؤسسات الدولة نفسها، وتعريض سلامة وحدتها الكيانية واندماجها الوطني والاجتماعي للضعف والمخاطر، وإلى فشل برامج التنمية والمشاركة وإلى انتهاكات خطيرة لحقوق الإنسان الأساسية، وفي مقدمتها حق التجمع والتعبير والمشاركة السياسية.

إن نظام التعددية الحزبية والسياسية يمثل الإطار المؤسسي الرشيد لتسوية

الخلافات الفكرية والسياسية بين الأحزاب، وبناء مجتمع سياسي حيوي ومستقر تستطيع فيه كافة الأحزاب والحركات أن تتداول السلطة بشكل سلمي في ظل سيادة القانون. وإزاء ذلك يمكن للأحزاب والحركات الديمقراطية العربية، والتي تعمل من أجل تحقيق غاياتها أن تسهم في تعزيز الاتجاهات الإيجابية لعملية التحول الديمقراطي، وتذليل الكثير من المشاكل التي أعاقت تلك العملية، وفي مقدمتها الصراع غير المنظم على السلطة. وتعتبر أسس الممارسة الديمقراطية وسيلة لضبط ممارسات الأحزاب على المستوى الداخلي لكل حزب وعلى مستوى العلاقات ما بين الأحزاب والعلاقات ما بينها وبين المواطنين وكذلك علاقاتها بالسلطة الحاكمة، مما يسهم في تطوير هذه الأحزاب مجتمعة، وتحويلها إلى قُدوة للمواطنين في الممارسة.

وفي سعيها نحو الحرية والديمقراطية تؤكد الأحزاب والحركات السياسية المنضمة لهذا الإعلان أن حرية تشكيل وممارسة العمل الحزبي هي عماد الديمقراطية واحد ضماناتها الرئيسية. ويأتي هذا الإعلان بوصفه إطار عمل أخلاقي للتأكيد على المبادئ الرئيسية الناظمة للعمل الحزبي والسياسي في العالم العربي مما يوجب التعددية وسيادة القانون واحترام حقوق الإنسان، وأهمها حرية تشكيل الأحزاب والحركات السياسية، وفي سبيل ذلك يؤكد هذا الإعلان على الآتي:

أولاً - في إدارة الشأن العام:

الالتزام بالديمقراطية كوسيلة لتحقيق

العيش الكريم لجميع المواطنين على اختلاف انتماءاتهم، بما يعنيه ذلك من توفير الشروط السياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية التي تمكنهم من التمتع بحقوقهم كافة.

1. الالتزام بالعمل السياسي في إطار ما ينص عليه الدستور والقوانين والعمل بالطرق الديمقراطية لتطوير النصوص الدستورية والقانونية من أجل المزيد من الضمانات للحقوق وللحريات العامة والخاصة.

2. احترام مبدأ الفصل بين السلطات وتوازنها وتعاونها.

3. الالتزام التام بسلطة القانون وسيادته واحترام استقلالية القضاء ودعمه وتعزيز مؤسساته، وخضوع الجميع أفراداً ومؤسسات لسلطة وسيادة القانون.

4. الالتزام بمبادئ الديمقراطية وفي طليعتها الحرية والمساواة وتكافؤ الفرص والعدالة والحق في الاختلاف واحترام التنوع الثقافي والديني والاجتماعي والسياسي.

5. الالتزام بالتعددية السياسية والحزبية كوسيلة للتعبير عن تطلعات المواطنين ومصالحهم.

6. ضمان حرية العمل السياسي السلمي وحق المشاركة في الحياة السياسية.

7. الالتزام بالتداول السلمي للسلطة عن طريق الانتخابات الدورية الحرة والنزيهة والعدالة واحترام نتائجها والالتزام بأخلاقيات المنافسة الشريفة في الحملات الانتخابية.

8. العمل على سن تشريعات للانتخابات تضمن صحة التمثيل وعدالته وتكافؤ الفرص بين المرشحين، بما يفسح

وهيئاته وممثليه وفق النظام الداخلي لكل حزب.

2. الالتزام بتثقيف أعضاء الحزب ومؤيديه بثقافة الديمقراطية وحقوق الإنسان وتعزيز قدراتهم في العمل السياسي وتأهيلهم لتولي المسؤوليات داخل الحزب وفي الدولة.

3. تشجيع الحوارات الداخلية ومشاركة الشباب والنساء في الهيئات.

4. اعتماد مبدأ الطوعية في الانتساب إلى الحزب أو الخروج منه.

5. حل الخلافات الحزبية الداخلية بالطرق السلمية.

6. الالتزام باحترام مبادئ الإدارة الرشيدة في أعمالها وإدارة موجوداتها بالإفصاح عن مصادر تمويلها وبيان أوجه استخدامها.

خامساً: على مستوى التركيبة البشرية للأحزاب:

بما إن العديد من الأحزاب في بلدان المنطقة تضم محازبين من لون ديني أو طائفي أو عرقي واحد، وبما إن المطلوب ليس هو قهر هذه المجموعات ومنعها من حقها في المشاركة السياسية إنما السعي لإصلاح هذه الأوضاع، لذا فالأحزاب والمجموعات السياسية التي تقوم على لون واحد أو مهيمنة لفئة دينية أو طائفية أو عرقية - تضع خطأ زمنية وتتخذ إجراءات لتحقيق التالي:

أ. تحقيق الحد الأدنى من التنوع الديني والطائفي والعرقي في تركيبة الحزب على مختلف المستويات.

ب. جعل محور عمل الحزب البرنامج السياسي الوطني وليس البرامج والأنشطة المرتبطة بالانتماءات المختلفة. ■

2. احترام حق كل مواطن في الترشح للمناصب العامة وشغلها بمستوياتها المختلفة، بدون أي تمييز.

3. ضمان حق كل مواطن في اختيار ممثليه بشكل حر دون أي تمييز من أي نوع كان في مختلف الهيئات التمثيلية الوطنية أو المحلية أو الإقليمية.

4. تفعيل مشاركة المواطنين في الحياة السياسية والحزبية، وحماية حقوقهم السياسية حقهم في الوصول إلى المعلومات وتداولها.

5. احترام حقوق الإنسان والعمل على مواءمة التشريعات الوطنية مع مبادئ الشريعة الدولية لحقوق الإنسان واحترام حق الأفراد والمجموعات والشعوب في مقاومة الاحتلال والعدوان الخارجي.

ثالثاً: على مستوى العلاقات بين الأحزاب:

1. الالتزام بإدارة التنافس على السلطة بين الأحزاب بالأساليب الديمقراطية بعيداً عن أي نمطٍ من أنماط العنف أو الإلغاء أو الإقصاء.

2. الالتزام بعدم استخدام المال كوسيلة للرشوة وشراء الضمائر في التنافس بين الأحزاب.

3. حل كافة الإشكالات والخلافات بين الأحزاب بالطرق القانونية والحوار الديمقراطي.

4. احترام حق كافة الأحزاب في كل بلد بأن تقيم التحالفات الحزبية والسياسية فيما بينها.

رابعاً: على مستوى البنية التنظيمية للأحزاب:

1. الالتزام بآليات الديمقراطية في العمل الحزبي الداخلي وفي مقدمتها دورية الانتخابات واختيار قادة الحزب

المجال لأوسع تمثيل لشرائح المجتمع وفتاته كافة والعمل على تعزيز اتجاهات التكامل الوطني والاندماج الاجتماعي في الحياة السياسية للدولة.

9. اعتماد مبادئ الشفافية ونظم المساءلة والمحاسبة في إدارة الشأن العام.

10. الالتزام باستخدام الوسائل السلمية والحوار الديمقراطي في إدارة الخلافات والتنافس بين الأطراف كافة في المؤسسات التمثيلية.

11. العمل على تجنب اللجوء إلى نظام الطوارئ والقوانين الاستثنائية إلا في الحالات المرتبطة بالكوارث أو حالة الدفاع عن سلامة الوطن ووحدته، وبشكل محدد ومضبوط زماناً ومكاناً.

12. الالتزام بأن يكون تمويل الأحزاب وفقاً لقانون يضمن تمويل موازنة الأحزاب والحملات الانتخابية من خلال التبرعات المحلية والخزانة العامة.

13. الالتزام بالعمل من أجل حماية المال العام والملكية العامة ومكافحة جميع أشكال الفساد وعدم توفير غطاء لمن يمارسه.

14. الالتزام بدعم هيئات المجتمع المدني، وتعزيز استقلاليتها وعدم استخدامها كواجهات وأدوات حزبية وتعزيز أدوارها في التنمية والمشاركة المجتمعية والسياسية العامة.

ثانياً: على مستوى حقوق الأفراد:

1. العمل من أجل ضمان حق المواطنين في المشاركة في إدارة الشأن العام، بما فيه الحق في تشكيل الأحزاب والانتساب إليها، ورفع القيود التي تحول دون ممارسة هذا الحق، والتعبير عن آرائهم والمشاركة في أنشطتها وهيئاتها وتبوء مواقعها وفق أنظمتها الداخلية.

LA PROTECTION DE L'ENFANT

EN DROIT ALGÉRIEN

La population juvénile, en Algérie, représente près du 1/4 de la population globale du pays. Ce chiffre éloquent interpelle pour imaginer une prise en charge appropriée de l'enfance et définir une politique de protection de l'enfant qui soit à la mesure de ce qu'il représente pour l'avenir de la nation ; Ne dit on pas, en effet, pour paraphraser un auteur, que l'enfant est l'avenir de l'humanité et qu'il tient entre les mains l'avenir du monde.

Ce n'est pas peu dire ! Conséquemment, un pays qui veut faire du développement durable, garantir son futur doit investir sérieusement dans les adultes de demain que sont, aujourd'hui, les enfants.

L'Algérie, pays jeune, est consciente de la préciosité de ce potentiel qu'elle veut préserver en levant toutes les contraintes qui peuvent entraver son épanouissement physique et moral par la mise en place d'un dispositif juridique aussi remarquable qu'impressionnant.

C'est à travers ce dispositif, constitué des lois internes mais aussi des conventions internationales auxquelles l'Algérie est partie, que nous allons analyser et évaluer la protection qui est organisée à l'enfant¹.

La démarche méthodologique qui se veut comparative consistera à appréhender le droit interne à la lumière du

droit conventionnel applicable aux enfants pour mesurer le degré d'adéquation du premier au second qui est, en effet, érigé en norme supérieure directement intégrée dans l'ordre juridique interne du seul fait de sa ratification par le Président de la République et de sa publication au journal officiel².

Il acquiert, en effet, automatiquement, dans la hiérarchie des normes une valeur supra législative³

Or, c'est ce qui est précisément remarquable, l'Algérie s'est engagée à la faveur de l'adoption de la constitution de 1989 mais surtout de sa révision en 1996, dans un vaste mouvement de ratification

des instruments conventionnels internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Elle manifeste, par cette démarche, son adhésion à un discours juridico-politique qui redécouvre l'État de droit, support incontournable de toute démocratie, garant des droits de l'homme et sublime les droits de l'homme donc ceux de l'enfant, également.

Ainsi, outre son adhésion à la déclaration universelle des droits de l'homme, au lendemain de l'indépendance, elle adhère dès 1963⁴ à :

la convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, signée à Genève le 30-5-1921 et amendée par le protocole du 12-11-1947.

1. Il existe, à Alger, un centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (le CIDDEF) qui possède une bibliothèque très riche sur le thème et qui publie une revue d'une très grande qualité. Plusieurs numéros traitent des questions que nous aborderons dans ce cours. Voir le site du centre : www.ciddef-dz.com email : ciddefenfant@yahoo.fr

2. C'est ce qu'a affirmé le conseil constitutionnel dans sa décision du 20 août 1989 relative au code électoral : «Après sa ratification et dès sa publication, toute convention s'intègre dans le droit national» J.O n°36 du 30-8-1989 p.871.

3. Article 132 de la constitution : «les traités ratifiés par le Président de la République, dans les conditions prévues par la Constitution, sont supérieurs à la loi».

4. Décret 63-341 du 11-9-1963 portant adhésion de l'Algérie et publiant la série de conventions citées.

La convention relative à la répression de la traite des femmes mineures, signée à Genève, le 11-10-1933 et amendée par le protocole du 12-11-1947.

L'arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18-5-1904 et amendé par le protocole du 4-5-1949.

La convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4-5-1910 et amendée par le protocole du 4-5-1949.

La convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, signée à Lake Success le 21-3-1950.

Elle adhère aux deux pactes internationaux de 1966 relatifs aux droits sociaux, politiques, culturels et économiques.⁵

Elle est, également, partie à la déclaration de Dacca sur les droits de l'homme en Islam⁶, à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples⁷, aux conventions de Genève sur le droit humanitaire, à la convention de Copenhague sur l'élimination de toutes formes

de discrimination à l'égard des femmes⁸.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'enfant, l'Algérie a ratifié, outre les conventions déjà citées, la convention de New York relative aux droits de l'enfant⁹, l'amendement au paragraphe 2¹⁰ de l'article 43 de cette convention¹¹ et récemment la charte africaine des droits et du bien être de l'enfant adoptée à Addis-abeba en juillet 1990¹².

Sa ratification de la convention de New York relative aux droits de l'enfant a été assortie de déclarations interprétatives portant sur les articles 13¹³, 14§1 et 2¹⁴, 16¹⁵ et 17¹⁶.

5. Ratifiés le 16-5-1989 avec déclarations interprétatives sur les articles 1, 8, 13 et 23 pour le premier pacte et sur les articles 1, 22 et 23 pour le deuxième voir le texte publié dans le J.O. n°20 du 17-5-1989.

On peut lire le texte des deux pactes sur le site de l'ONU : www.un.org

6. L'organisation de la conférence islamique a adopté cette déclaration, à Dacca au Bangladesh, le 11 décembre 1983. Cette déclaration qui comporte 9 paragraphes proclame ce qui suit :

Convaincus que les libertés et droits fondamentaux, conformément à la Charria, sont parties intégrantes de l'Islam, que nul n'a le droit d'abolir ces libertés et droits, soit partiellement ou entièrement, ni de les violer ou de les ignorer... Convaincus que l'Humanité constitue une seule et même famille dont les membres se retrouvent dans leur soumission à Dieu et, étant la descendance d'Adam, tous les hommes partagent la même dignité et les mêmes responsabilités et droits fondamentaux, sans distinction aucune de race, de couleur, de langue, de religion, de sexe, d'opinion politique, de statut social ou de toute autre considération;

Voir, pour une analyse de cette déclaration :

1- Mohammed Amin AL MIDANI, Les droits de l'homme en Islam, Textes des organisations arabes et islamiques, Editions université Marc Bloc, Strasbourg, 2003.

2- BOULOUIZ (N). La Conférence islamique. Contribution à l'étude d'une organisation internationale fondée sur une conviction religieuse, t, II, thèse, Université de Nancy II, pp. 726-727.

7. La ratification est intervenue par décret du 3-2-1987 publié au J.O. n°6 du 4-2-1987.

8. Ratifiée le 22-1-1996 avec réserves aux articles 2, 9§2, 15§4, 16 et 29§1 et publiée au J.O. n°6 du 24-1-1996

9. Décret présidentiel de ratification n° 92-06 du 17-11-1992 publié dans le J.O. n°91 du 23-12-1992.

10. Amendement au §2 de l'article 43 de la convention relative aux droits de l'enfant, adopté à la conférence des Etats parties le 12-12-1995 :

«Décide d'appuyer l'amendement qu'il est proposé d'apporter au §2 de l'article 43 de la convention relative au droit de l'enfant, à savoir remplacer le mot «dix» par le mot «dix huit»

11. Ratifié par le décret présidentiel n° 97-102 du 5 avril 1997

12. Ratifiée le 8-7-2003 par le décret présidentiel n° 03-242 du 8-7-2003

13. Article 13 de la convention de New York relative aux droits de l'enfant :

1-L'enfant a droit à la liberté d'expression, Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toutes espèces, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique ou par tout autre moyen du choix de l'enfant.

2-L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires :

a- au respect des droits ou de la réputation d'autrui;

b- à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques

Par ces déclarations, l'État algérien entend préciser le sens qu'il entend donner à ces dispositions, «compte tenu des fondements essentiels du système juridique algérien»¹⁷, notamment de la constitution qui fait de l'Islam la religion de l'État¹⁸ et du code de la famille qui impose que l'éducation de l'enfant se fasse dans la religion de son père¹⁹.

Cet arsenal conventionnel qui doit, en principe, servir de référent tant au législateur qu'au juge internes, organise à l'enfant, en raison de sa vulnérabilité, une protection juridique mais également non juridique.

Aussi, sur le plan interne, le droit algérien n'est pas resté indifférent au sort des enfants. Pratiquement toute la

législation, dans les différents secteurs qu'elle régit, aménage aux enfants un statut spécifique, sensé protéger sa fragilité.

Précisément, ce dispositif est-il suffisamment protecteur ? Se situe-t-il dans la même perspective et au même niveau que le droit conventionnel ou au contraire est-il en deçà des exigences de ce que l'on peut appeler le droit international de l'enfant ?

Une autre question, tout aussi essentielle, mérite d'être posée et traitée ; celle de l'effectivité de la protection juridique ; il y a lieu, en effet, de s'interroger sur l'existence de mécanismes de mise en œuvre et de sanction de la violation du dispositif juridique.

C'est à l'occasion du traitement de tous ces questionne-

ments que nous nous efforçons d'apporter des réponses en interrogeant, à la fois le dispositif juridique (I) mais également la réalisation de celui-ci, dans le vécu réel de la population infantile (II).

I- Le contenu de la protection juridique de l'enfant : une protection globalement suffisante :

Une question préjudicielle se pose ; celle de la définition de l'enfant. En droit algérien, la majorité est atteinte à l'âge de 19 ans²⁰. Elle marque la fin de l'enfance.

Mais il s'agit, ici, de la majorité de droit commun puisqu'il existe différents âges de majorité : majorité politique (majorité électorale fixée à 18 ans), majorité pénale (fixée à

14. Article 14 de la convention de New York relative aux droits de l'enfant :

1-Les Etats parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion

2-les Etats parties respectent le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités

15. Article 16 de la convention de New York relative aux droits de l'enfant :

Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

16. Article 17 de la convention de New York relative aux droits de l'enfant :

Les Etats parties reconnaissent l'importance de la fonction remplie par les médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à une information et à des matériels provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale, A cette fin, les Etats parties :

a- Encouragent les médias à diffuser une information des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 29.

b- Encouragent la coopération internationale en vue de produire, d'échanger et de diffuser une information et des matériels de ce type provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales;

c- Encouragent la production et la diffusion de livres pour enfants;

d- Encouragent les médias à tenir particulièrement compte des besoins linguistiques des enfants autochtones ou appartenant à un groupe minoritaire;

e- Favorisent l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien être, compte tenu des dispositions des articles 13 et 18

17. Nous citons le texte qui accompagne la déclaration interprétative relative à l'article 14 §1-2

18. Article 2 de la Constitution.

19. Article 62 du code la famille.

20. Article 40 du code civil.

18 ans, âge de discernement : 13 ans²¹), majorité matrimoniale²² (19 ans depuis l'amendement du code de la famille, en 2005, par l'ordonnance 05 02 du 27 février²³).

C'est la première différence avec les dispositions de la convention de New York relative aux droits de l'enfant dont l'article premier fait cesser l'enfance à l'âge de 18 ans²⁴.

Cette disposition prévoit et réserve, néanmoins, le cas d'une majorité inférieure lorsqu'elle est prévue par la loi personnelle de l'enfant²⁵.

Mais elle n'envisage pas le cas contraire, celui d'un âge de majorité supérieur, comme tel est le cas en droit algérien.

Quelle majorité faut-il privilégier pour faire bénéficier l'enfant des droits fixés dans la convention de 1989 ?

Nous sommes tentés de répondre, sans tergiversation aucune, celle qui lui est la plus favorable, c'est à dire celle de la convention ; d'autant que celle-ci a préséance sur la loi interne.

En effet, plus tôt on fait cesser l'âge de l'enfance, plus tôt la personne pourra se défendre elle-même directement, sans intermédiaire, sans faire in-

tervenir le tuteur qui agit à sa place ; car ce dernier peut refuser d'entamer, pour des considérations étrangères à l'intérêt de l'enfant, les procédures de mise en œuvre des droits qui lui sont reconnus (refus de dénoncer l'inceste ou toute autre violence, de crainte de susciter l'opprobre sociale, ou de mettre à l'index la famille, par exemple)

Mais il appartient aux magistrats de trancher la question en prenant position sans ambiguïté.

L'enfant, ainsi défini, bénéficie de protections multiples qui se traduisent par l'octroi de droits pluriels dans différents domaines de la vie.

En tant que personne juridique, il est protégé dans sa santé, dans sa vie civile et sociale²⁶.

C'est cette protection, organisée par le droit interne, que nous allons décrire ci-après.

La protection des droits civils de l'enfant : quelques insuffisances

La loi algérienne reconnaît à l'enfant un certain nombre de droits qui le protègent de la discrimination, de l'arbitraire, de l'exploitation, de la négligence et du danger.

La loi fondamentale, à savoir la constitution algérienne, garantit à tous les enfants les mêmes droits, sans distinction de sexe,

de race, **de naissance** ou de toute autre considération personnelle ou sociale²⁷ ; elle est en cela en parfaite conformité avec la convention de New York relative aux droits de l'enfant.

Mais le code de la famille vide ce principe fondamental de toute sa substance puisqu'il établit une discrimination en raison du sexe et de la naissance.

Ce code fortement inspiré de la charia'a **ignorerait**²⁸, en effet, totalement l'enfant né hors mariage, désigné, dans les législations modernes, par l'expression **enfant naturel ou enfant illégitime**.

C'est du moins ce que soutient la majorité des commentateurs du code de la famille.

Car, en réalité, l'article 40 de ce code qui énumère les différents modes de preuve de la filiation ne ferme pas complètement la porte à la reconnaissance de la filiation naturelle puisqu'il autorise l'établissement de celle-ci par **la reconnaissance de paternité**, sans préciser s'il s'agit, exclusivement, de la paternité légitime et par **la preuve**.

Ce dernier mode, très général peut autoriser l'établissement du lien de filiation entre le père et l'enfant en dehors du mariage. La lettre du texte ne l'interdit nullement.

21. Article 42 du code civil algérien, modifié en 2005 (auparavant, l'âge de discernement était de 16 ans)

22. L'article 7 ancien du code de la famille établissait deux âges de majorité matrimoniale, 21 ans pour le garçon et 18 pour la fille. Il s'agit d'une réelle discrimination à laquelle il fallait mettre un terme, d'autant qu'elle n'est adossée à aucune justification établie.

23. JORA n° 15 du 27 février 2005 p.17

24. «Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable»

25. En droit algérien la loi nationale de l'individu représente sa loi personnelle : article 10 du code civil.

26. Nous citerons, au moment où nous aborderons ces différents points, les textes juridiques qui consacrent cette protection.

27. Articles 28 et 31 de la constitution.

28. Nous employons le conditionnel car la lettre du code de la famille permet de tirer des conclusions très intéressantes sur les modes de preuve de la filiation qui ne semblent pas écarter la filiation hors mariage.

Mais cette lecture, peut être subversive et provocatrice, est rejetée catégoriquement par la doctrine dominante et par les magistrats qui appliquent et interprètent le droit positif sous réserve de sa conformité à la perception qu'ils ont de la chari'a²⁹.

L'autre remise en cause de la règle de l'égalité résulte de la discrimination établie entre le garçon et la fille, en matière de mariage et dans le domaine des successions.

En matière successorale, la fille hérite la moitié de la part du garçon.

De même la fille n'a pas le droit d'épouser un non musulman³⁰ alors que cela est permis au garçon.

Encore, si le garçon conclut librement son mariage, la fille ne peut donner son consentement qu'en présence de son wali³¹.

Cette triple discrimination violente de manière flagrante, à la fois, la constitution³² et le droit conventionnel³³.

La question épineuse qui se pose, alors, est celle de la correction de cette anomalie.

La mise en conformité du code de la famille à la constitution et aux conventions internationales a connu un début d'exécution en 2005, à la faveur de la promulgation de l'ordonnance 05 02, déjà citée³⁴ ; mais les amendements introduits demeurent en deçà des attentes des défenseurs des droits de l'homme en général et des droits de l'enfant, en particulier.

Ce texte d'inspiration divine a longtemps échappé à la sphère de la régulation de l'État, donc du droit humain. Il a bénéficié d'une espèce d'intemporalité et d'immunité dont les magistrats se font les gardiens vigilants³⁵.

Il s'agirait d'une métanorme qui est située en dehors de la sphère de l'activité législative et humaine.

Mais globalement, nous le montrerons ci après, les droits civils fondamentaux sont reconnus aux enfants sans distinction de sexe ou de naissance.

1-1-Ainsi du droit au nom³⁶.

Le droit à une identité bien établie et juridiquement protégée est largement consacré par le droit positif ; l'enfant abandonné, sans filiation juridique connue, bénéficie d'un nom qui lui est attribué, selon une procédure codifiée par l'article 64§4³⁷ du code de l'état civil et clarifiée par une circulaire interministérielle datée du 17 janvier 1987.

La réglementation algérienne³⁸ a recouru à un subterfuge pour

29. Voir nos observations sur cette démarche des magistrats algériens dans : «Une décision de justice, miroir des changements sociaux», arrêt de la Cour Suprême du 21-11-2000 in la lettre juridique 2003 n°2 p.11.

30. Article 30 du code la famille.

31. L'article 11 du code de la famille a fait l'objet d'une reformulation, en 2005, qui peut laisser croire que la tutelle matrimoniale qui était exercée sur la fille majeure a disparu.

32. La constitution est doublement transgressée : en ce qu'elle garantit l'égalité totale de tous, sans distinction de sexe et en ce qu'elle privilégie la convention internationale sur la loi interne.

L'article 29 de la constitution est, à ce propos, éloquent lorsqu'il dispose : «les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de tout autre condition ou circonstance personnelle ou sociale». On ne peut pas mieux faire.

33. Outre la déclaration universelle relative aux droits de l'homme de 1948 et les pactes internationaux de 1966 qui interdisent toute forme de discrimination, on peut citer l'article 2§2 de la convention de New York relative aux droits de l'enfant :

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toute forme de discrimination ou de sanction motivées par la situation juridique, les activités, les opinions déclarées ou les convictions de ses parents, de ses représentants légaux ou membres de sa famille»

34. L'exposé des motifs de l'ordonnance justifie expressément l'amendement du code de la famille par le nécessaire respect des traités et conventions internationaux auxquels est partie l'Algérie.

35. Cf. AKROUNE (Y.) : une décision de justice, miroir des changements sociaux, op. Cit.

36. Article 28 du code civil et article 1 de l'ordonnance 69-05 du 30-1-1969 relative à l'état civil des enfants nés de père et de mère inconnus, décret 71-157 du 3-6-1971 modifié par le décret 92-24 du 13-1-1992 relatif au changement de nom

37. «L'officier de l'état civil attribue lui-même, les prénoms aux enfants trouvés et aux enfants nés de parents inconnus et pour lesquels le déclarant n'a pas indiqués de prénoms. L'enfant est désigné par une suite de prénoms dont le dernier lui sert de nom patronymique».

38. Décret exécutif n°92-24 du 13-1-1992 complétant le décret 71-157 du 3-7-1971, relatif au changement de nom.

régler la difficulté née de la non concordance des patronymes de l'enfant recueilli (makfoul) et de celui ou celle qui le prend en charge, dans le cadre de la kafala, en permettant au kafil de donner son nom au makfoul mais sans incidence ni sur la filiation ni sur le droit à l'héritage ; il s'agit juste d'éviter les troubles psychologiques que cette situation peut induire au moment où commence la socialisation de l'enfant.

1-2- **du droit à une nationalité** qui protège l'enfant de l'apatridie et lui garantit la protection de l'État : les modalités d'octroi de la nationalité algérienne font une utilisation complémentaire du jus sanguinis et du jus soli de telle sorte que l'enfant bénéficie d'une nationalité, quelle que soit sa situation filiale³⁹.

Le droit à une filiation, donc à une famille, ne bénéficie pas à tous les enfants ;

L'enfant abandonné est dépourvu de filiation légale et ne peut se voir reconnue une filiation de substitution par la voie de l'adoption qui est interdite en terre musulmane.

Le droit algérien est sur cette question, catégorique ; le code de la famille dispose avec fermeté : «l'adoption «tabanni» est interdite par la charia'a et la loi»⁴⁰.

Néanmoins, ce même code connaît une institution de substitution dite du recueil légal, «la kafala», mais qui n'établit aucun lien de filiation entre le kafil et l'enfant recueilli⁴¹.

Il n'en demeure pas moins que l'enfant bénéficie, d'une famille ; ce qui est essentiel pour son équilibre. En cela il y a conformité avec la convention de New York relative aux droits de l'enfant qui prône fortement le droit de l'enfant à une famille : «...L'enfant pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension», clame le préambule de cette convention⁴².

Toutefois, cette situation est tolérée par la convention de New York relative aux droits de l'enfant dont les articles 20 et 21 réservent le cas des pays qui n'admettent pas l'adoption mais connaissent des institutions équivalentes.

Le droit de posséder des biens est reconnu à l'enfant même s'il n'a pas la capacité juridique de les gérer directement ou de les aliéner⁴³.

Il a vocation héréditaire dès sa conception⁴⁴ ;

Toutefois, l'enfant naturel n'hérite que de sa mère, selon une

conception étroite largement dominante, bien que l'article 126 du code la famille ne le prévoit pas de manière expresse et se limite à préciser le fondement du droit à l'héritage basé sur l'existence d'un lien de parenté sans en préciser le statut (parenté légitime ou naturelle) ou la qualité de conjoint ;

Or, l'article 32 du code civil définit la parenté par la **descendance d'un auteur commun**, sans exiger la descendance légitime.

Mais cette lecture, parfaitement conforme à la lettre de la loi, est rejetée fermement, à la fois par la doctrine et la jurisprudence algériennes très conservatrices.

Il peut être, également, légataire⁴⁵ et donataire⁴⁶, même avant sa naissance à condition de naître vivant et viable.

la protection sociale de l'enfant : globalement satisfaisante

Très tôt, les pouvoirs publics ont manifesté leur souci d'organiser la protection sociale de l'enfant.

Outre le dispositif répressif mis en place pour sanctionner la négligence et la maltraitance physique et morale de l'enfant⁴⁷, ils ont créé des institutions chargées de la protection de l'enfance et de l'adolescence.

39. Articles 6 et 7 du code de la nationalité algérienne.

40. Article 46 du code de la famille.

41. Article 120 du code de la famille.

42. Préambule de la de New York relative aux droits de l'enfant.

43. Article 88 du code la famille.

44. Articles 128§1 et 173 du code la famille.

45. Articles 123 et 187 du code la famille.

46. Articles 123, 208 et 209 du code de la famille.

47. Le ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale a mené, en 2001, avec un financement du bureau de l'UNICEF d'Alger, une enquête sur «l'enfant maltraité en Algérie».

Les chercheurs du CREAD qui ont effectué cette enquête, ont mis en exergue une réalité qui a interpellé les pouvoirs publics. Les résultats peuvent être consultés auprès du ministère qui a commandé l'enquête.

Ainsi la magistrature des mineurs est chargée, par le code de procédure pénale et l'ordonnance 72-3 du 10-2-1972 relatives à la protection de l'enfance et de l'adolescence, de prendre les mesures de protection ou d'assistance éducative appropriées lorsque «la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation (du mineur) sont compromises.

Toujours dans la même perspective, il a été créé une commission de sauvegarde et de protection de l'enfance et de l'adolescence, chargée d'étudier les phénomènes de l'inadaptation des mineurs, d'en rechercher les causes et de proposer, aux autorités concernées, des moyens de prévention.

Le droit pénal, le droit du travail, le droit de la santé ainsi que le droit de la sécurité sociale ont prévu des dispositifs spéciaux applicables aux enfants qui renforcent leur protection.

2-1-La protection pénale de l'enfant⁴⁸ :

La protection pénale de l'enfant est organisée à deux niveaux, selon que celui-ci est auteur de faits délictueux ou qu'il en est victime.

2-1-1-Dans le premier cas, celui de la délinquance juvénile, le droit algérien a mis en place un système de responsabilité atténuée et un régime de sanctions allégé.

Ainsi, avant l'âge de 13 ans, l'enfant est pénalement irresponsable et il ne peut faire l'objet que de mesures de protection ou de rééducation, sans poursuite pénale⁴⁹.

Entre 13 et 18 ans, il encourt des sanctions pénales mais il bénéficie d'un régime atténué puisqu'il ne risque ni la peine de mort ni la réclusion à perpétuité, alors le temps d'emprisonnement encouru est de moitié de celui de l'adulte⁵⁰.

La procédure des poursuites ainsi que les conditions d'incarcération sont spécifiques puisque le mineur relève d'une juridiction spéciale, le juge des mineurs⁵¹ et ne doit pas, en principe, purger sa peine avec des adultes. Des «centres spécialisés de réadaptation des mineurs» ont été prévus, à cet effet, par l'ordonnance 72-3 du 10-2-1972 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence que nous avons déjà citée.

Globalement, la démarche éducative est préférée à la démarche répressive.

Le placement dans un centre d'accueil ou d'observation, dans un service chargé de l'assistance à l'enfance, dans un établissement d'éducation, de formation professionnelle ou de soins peut être, en effet, décidé à titre provisoire, par le juge des mineurs afin d'évi-

ter, autant que faire se peut, d'envoyer l'enfant à l'école du crime qu'est la prison.

La procédure d'instruction des infractions commises par un mineur est, également, très discrète et protège l'enfant.

La Loi n° 05-04 du 06 02 février 2005 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus a prévu des règles spécifiques applicables au mineur détenu et impose le respect de sa dignité et la garantie d'une prise en charge totale, d'avoir une nourriture équilibrée et des vêtements appropriés, des soins médicaux, des moments de loisirs au grand air et au quotidien, d'avoir droit au parloir rapproché et d'user des moyens de communication tout en mettant en place des tâches spécifiques en vue de promouvoir sa formation scolaire ou professionnelle⁵².

2-1-2- Dans le deuxième cas, celui de l'enfant victime, la législation algérienne est également assez protectrice même si elle gagnerait beaucoup à spécifier certaines infractions qui bénéficient toujours des non dits de la loi (violence sexuelle notamment).

Le chapitre deux du livre 4 du code pénal traite sous l'appellation générique «crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs», des agissements dont l'enfant peut être la victime.

48. Le centre de documentation, d'information et de formation en droits d l'homme du ministère marocain des droits de l'homme a édité un recueil qui résume les normes internationales relative à la protection des délinquants mineurs : On peut le consulter de manière fort utile.

49. Article 49 du code pénal.

50. Article 50 du code pénal.

51. Le titre II du code de procédure pénale est entièrement consacré à l'instruction et au jugement des mineurs délinquants.

52. Art 116 à 121 de la loi.

Ainsi la négligence de l'enfant, par son exposition à un danger ou son délaissement, est sévèrement réprimée.

La norme fondamentale a constitutionnalisé cette obligation des parents en disposant, solennellement, «la loi sanctionne le devoir des parents dans l'éducation et la protection de leurs enfants⁵³»

La parenté et l'exercice de l'autorité sur l'enfant sont des circonstances aggravantes et font doubler les peines encourues.

L'abandon de famille qu'il soit le fait de la mère et du père, pour une durée de deux mois expose son auteur à une peine de prison et une amende.

Le droit à la vie est protégé, même avant la naissance de l'enfant puisque l'avortement est interdit⁵⁴, sauf lorsqu'il est pratiqué pour préserver la santé de la mère⁵⁵.

L'enlèvement, le recel d'enfant ainsi que la non présentation de celui-ci à qui de droit sont sévèrement réprimés⁵⁶.

Les violences sexuelles (viol, atteintes à la pudeur, inceste⁵⁷),

exercées sur les enfants sont punies durement puisque les peines prévues sont doublées.

La minorité de la victime et le lien de parenté⁵⁸ sont érigés en circonstances aggravantes.

Le dispositif interne algérien est, sur la question de la protection pénale de l'enfant, conforme au droit conventionnel⁵⁹.

2-2- protection de la santé de l'enfant : un bon niveau de protection

La santé de l'enfant est appréhendée sous différents angles par la législation algérienne.

Ainsi, au sein de la famille, la protection de l'enfant est abordée du point de vue des obligations des parents qui sont tenus de veiller à «la sauvegarde de sa santé physique et morale»⁶⁰.

La mère **devait**, selon le code de la famille, avant son amendement, l'allaiter⁶¹ si elle est en mesure de le faire. Le lait maternel bénéficiant d'une présomption favorable sur la santé de l'enfant, le législateur avait érigé l'allaitement en devoir de la mère. Mais cette obligation a disparu depuis 2005.

Le code pénal sanctionne le délaissement d'enfant qu'il soit le fait des parents ou de toute personne ayant autorité sur ce dernier⁶².

Mais le dispositif juridique le mieux élaboré est, évidemment, celui qui est prévu dans la loi relative à la protection et à la promotion de la santé⁶³.

Celle ci met, en effet, à la charge de l'État la protection maternelle et infantile⁶⁴; Celui-ci est tenu «réaliser les meilleures conditions de santé et de développement psychomoteur de l'enfant»⁶⁵ avant, pendant et après la naissance.

Les articles 74 et 77 de cette loi sont assez éloquents sur cette question ; le premier dispose que «les enfants sont pris en charge en matière de surveillance médicale, de prévention, de vaccination, d'éducation sanitaire et de soins» et le second précise que «la protection sanitaire vise la prise en charge de la santé des élèves, des étudiants (...) dans leur milieu éducatif, scolaire universitaire ou professionnel».

Concrètement l'engagement de l'État se manifeste par la gra-

53. Article 65 de la constitution.

54. Articles 304 et suivants du code pénal, article 72 de la loi 85-05 du 16-2-1985 relative à la protection et la promotion de la santé.

55. Article 308 du code pénal

56. Articles 321, 326 à 329 du code pénal.

57. Articles 337 et 337bis du code pénal.

58. Article 337bis du code pénal

59. Article 19 de la convention de New York, articles 16, 27, 29 de la charte africaine des droits et du bien être de l'enfant.

60. Article 62 du code la famille relatif à la définition du droit de garde

61. Article 39 du code la famille de 1984, abrogé en 2005.

62. Articles 314 à 320

63. Loi n°85-05 du 16-2-1985 modifiée et complétée par la loi 06-16 du 15 juillet 2006 (JORADP n°72 15-11-06).

64. Articles 68, 96, 104

65. Idem.

tuité des vaccinations, du suivi médical post-natal et scolaire (Les écoles disposent de centres de santé qui dispensent des soins dentaires, assurent un suivi médical et psychologique des enfants scolarisés qui le nécessitent).

La surveillance de l'environnement socio-éducatif des enfants incombe à l'État⁶⁶ qui en est débiteur.

L'enfance handicapée n'est pas oubliée et bénéficie de soins spéciaux⁶⁷.

Le système de santé en direction de l'enfance mis en place est assez conforme aux normes de l'OMS.

Il a donné des résultats palpables par la réduction du taux de la mortalité infantile.

Mais des progrès restent à faire car une régression de la prise en charge est à noter.

2-4- le droit à l'instruction avec comme corollaire la protection contre l'ignorance est garanti par la constitution⁶⁸.

L'enseignement public est, en principe, gratuit. Il est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans (le taux de scolarisation est assez élevé et représente près de 90%)

Si dans l'ensemble le droit interne algérien est assez protecteur de l'enfant et est relativement conforme au droit

conventionnel, des îlots de résistance demeurent et la question de son effectivité se pose.

II- Les difficultés de mise en oeuvre du dispositif juridique : une effectivité relative.

La mise en oeuvre du droit conventionnel, notamment de la convention de New York, se pose avec acuité et l'effectivité du dispositif interne rencontre des obstacles qui se situent en dehors du droit.

L'applicabilité du droit conventionnel : une question en suspens

Il n'y a pas de doute, le droit conventionnel a préséance sur la loi interne, c'est, désormais, presque une vérité de Lapalisse. Ainsi en a décidé le constituant. Le juge constitutionnel l'a confirmé avec aplomb dans sa décision du 20 août 1989 déjà citée^{69,70}

Mais alors l'État, conséquent avec ses propres règles et institutions, doit opérer une mise à niveau de sa législation interne pour la conformer à ses engagements internationaux⁷¹.

Mais dans le cas contraire que peut faire le destinataire, le bénéficiaire de ces instruments juridiques pour réaliser les droits qui lui sont reconnus ?

Peut-il saisir la justice pour demander leur consécration ?

Cette question fondamentale pose la problématique redoutable de l'applicabilité directe des conventions internationales sur laquelle ne se sont malheureusement pas prononcés nos tribunaux.

Seul le conseil constitutionnel, dans la décision rendue en 1989, déjà citée, semble autoriser le citoyen à se prévaloir des dispositions d'un traité devant le juge. Cette décision représente, sur ce plan, une véritable révolution et il faut saluer le courage voire l'audace du juge constitutionnel qui consacre le principe de l'applicabilité directe des traités et conventions.

Il lance, en effet, une invitation solennelle, dépourvue de toute ambiguïté, au juge pour faire application directe des conventions internationales ratifiées et publiées.

Mais est-ce que toutes les conventions internationales qui seraient d'application directe ?

Il n'est pas de la compétence du juge constitutionnel de se prononcer sur les modalités d'application des traités.

Quant au juge ordinaire il n'a établi aucun critérium et la question demeure posée.

On sait qu'il existe, à ce propos, deux catégories de traités, ceux qui créent des obligations à l'égard des États signataires

66. Articles 77 et 97 de la loi sur la santé, article 77 du code de la wilaya.

67. Article 104 de la loi.

68. Article 53.

69. «Après sa ratification le traité acquiert une autorité supérieure à celle de la loi autorisant tout citoyen à s'en prévaloir devant les tribunaux (...)».

70. Pour la discussion de cette décision voir :

DJEBBAR (A) : la politique conventionnelle de l'Algérie OPU 2000

MAHIOU (A) : la constitution algérienne et le droit international in RGDIP 1990 pp.419-452.

71. L'amendement des codes de la famille et de la nationalité s'inscrit dans cette optique (exposé des motifs des deux ordonnances modificatives)

qui s'engagent à prendre les mesures législatives qui s'imposent pour intégrer les principes conventionnels dans son droit interne et ceux qui créent des droits précis pour les individus qui peuvent en réclamer l'application devant les tribunaux.

Les critères de la distinction sont tirés de l'objet de la convention, (*attribue-t-elle des droits ?*), de son caractère précis, clair et parfait (la convention doit se suffire à elle-même et n'exiger aucune mesure interne supplémentaire pour être judiciairement efficace).

Ce système n'a pas été adopté par les juridictions algériennes.

C'est le premier écueil à l'efficacité du droit conventionnel de l'enfant, mais ce n'est pas le seul.

Le recours aux réserves, au moment de la ratification, risque de vider le droit conventionnel de l'enfant de sa substance :

Rappelons que l'Algérie recourt souvent aux réserves lorsque les dispositions d'un traité ou d'une convention heurtent ses conceptions socioculturelles⁷².

Elle en a fait usage lors de sa ratification de la convention de Copenhague relative à la lutte contre toute forme de discrimination à l'égard des femmes.

Quant à la convention sur les droits de l'enfant, sa ratification a été assortie de déclarations interprétatives dont nous avons déjà fait part, plus haut, et par lesquelles l'Algérie préserve certains dogmes religieux qu'elle juge incompatibles avec quelques dispositions de la convention.

La souveraineté des États peut, par ces pratiques, mettre en échec les conquêtes du droit de l'enfant qui rencontrent, en outre, des résistances socioculturelles farouches.

2-3-les difficultés socio-économiques, obstacle à l'effectivité des droits de l'enfant :

2-3-1-L'égalité en droit des enfants sans distinction de sexe est souvent remise en cause au détriment des filles dans la plupart des sociétés musulmanes.

Ainsi du droit à l'instruction qui est perçu comme une nécessité pour le garçon et à un

moindre degré pour les filles. Cela est, néanmoins plus vrai à la campagne où la réussite pour la fille doit, se réaliser dans le mariage et non à l'école. Il s'agit d'une résistance culturelle.

Mais c'est au niveau des violences exercées sur les enfants⁷³ que le droit rencontre le plus de résistances sociales.

La dénonciation de parents violents⁷⁴ est, par exemple, peu pratiquée car l'enfant est perçu comme leur bien sur lequel ils ont un droit de vie et de mort.

Mais ce sont surtout les abus sexuels⁷⁵, qu'il s'agisse de l'inceste⁷⁶ ou du viol par des tiers, qui subissent la loi de l'omerta et demeurent, pratiquement, dans l'impunité, même si nous assistons, depuis peu à des changements.

Car porter plainte, c'est dévoiler la honte et risquer l'opprobre sociale.

Peu de parents de victimes osent poursuivre les coupables de tels agissements de crainte de perdre la face et de fragiliser socialement l'enfant.

72. Sur la pratique algérienne des réserves, se reporter aux observations de DJEBBAR (A) : la politique conventionnelle de l'Algérie op. Cit. pp 311 à 322.

73. Voir, sur cet aspect les travaux publiés par les médecins, psychologues et autres intervenants dans la santé de l'enfant :

Belkhanchir (f) : Violence et enfance Journal algérien de médecine 1991 pp 42-45.

Besaha (m) et autres :

1- A propos des sévices envers les enfants vus à la consultation de médecine légale du CHU Mustapha 1987.

2-Examen de l'enfant battu journée de médecine légale Skikda 1998.

3-Sévices à enfants thèse de doctorat Alger 1997.

74. Voir sur cette question, Facchin (P) Surveillance de la violence intrafamiliale pour une meilleure orientation de la formation et de l'organisation de services de santé; Journal algérien de médecine 1995 pp. 95-96.

75. Voir sur ce phénomène le travail de Inal (s) : Dépistage et prise en charge psychologique de viols et d'inceste d'enfants : présentation de cas. Communication à la journée d'étude sur «la maltraitance des enfants en Algérie» 1999.

76. Voir le quotidien le Soir d'Algérie du 27 mai 1992 qui publie deux articles sur ce sujet :

1-L'inceste, dernier tabou : aux profondeurs de l'horreur

2-Témoignage de Nabila qui raconte son drame.

77. Souami (h) Evaluation des activités de santé scolaire, Pratiques psychologiques revue annuelle de l'INSP N° spécial 199.

Les témoignages des pédopsychiatres, des psychologues⁷⁷, sont, à ce propos éloquentes et révèlent l'ampleur des dégâts et la distance qui reste à parcourir pour donner à la sanction pénale toute son effectivité.

2-3-2-La pauvreté représente, également, un obstacle à l'effectivité de la protection juridique de l'enfant :

La situation économique des parents a, en effet, un impact direct sur la scolarisation des enfants, leur santé et leur épanouissement.

Bien que le droit du travail algérien tout à fait respectueux des conventions de l'OIT⁷⁸, interdise le travail des enfants de moins de 16 ans, et assortit cette interdiction de sanctions pénales à l'égard des employeurs contrevenants, il n'est pas rare de voir des mineurs occuper des emplois durs et dangereux pour leur santé.

Nous savons que les exigences de survie ne s'embarrassent pas des coquetteries de la loi.

Il appartient aux institutions de pallier ces situations préjudiciables à l'épanouissement des enfants et à l'avenir du pays.

CONCLUSION :

Si l'encadrement juridique du statut de l'Enfant est une exigence indiscutable de sa protection, l'évolution des mentalités ainsi que la lutte contre la pauvreté constituent les garanties de son effectivité : C'est un vaste programme et un défi pour les Nations■

78. L'Algérie a ratifié pratiquement toutes les conventions de l'OIT relatives au travail de l'enfant dont on peut citer, à titre d'exemples :

- 1- La convention 138 de 1973 sur le travail de l'enfant (age minimum)
- 2- La convention 29 de 1930 sur le travail forcé
- 3- La convention 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé

79. Voir sur le phénomène du travail des enfants, l'enquête réalisée, en 1999, à l'initiative du Ministère de la solidarité nationale et de la famille, conjointement avec la représentation de l'UNICEF en Algérie,

«Le travail de l'enfant en Algérie» qui peut être consulté au niveau du siège d l'UNICEF à Alger.




مركز الإعلام والتوثيق لحقوق الطفل و المرأة
01. شارع الفرونتيني، مركز كور الجزائر الوطني للابتدائ والتفاني، (213) 21 74 34 47

**معرفة حقوق النساء والأطفال
في الجزائر**

□ استقصاء اتجاه البالغين 18 سنة وأكثر
□ استقصاء اتجاه المراهقين الذين تتراوح أعمارهم ما بين 14 إلى 17 سنة




مع دعم من
الوكالة الإسبانية للتعاون الدولي
AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL
فبراير 2009



Centre de formation et de Documentation sur les Droits de l'Enfant et de la Femme

**Connaissance des droits
des Femmes et des Enfants
en Algérie**

Enquête auprès des adultes de 18 ans et plus
Enquête auprès des adolescents de 14 à 17 ans



Avec l'appui de l'AECI
Agence Espagnole de la Coopération Internationale
AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL
FÉVRIER 2009

DISPONIBLE DANS LES DEUX LANGUES ARABE ET FRANÇAIS

L'AUTORITE PARENTALE

JUILLET 2009

I- QU'EST-CE QUE L'AUTORITE PARENTALE ?

A. Définition

En droit français l'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs que les parents exercent sur leur enfant et sur ses biens jusqu'à sa majorité. Elle est régie par le principe d'égalité des époux qui l'exercent conjointement, aucun des deux parents ne prévalant sur l'autre, que ceux ci soient mariés ou non. En effet, la séparation des parents n'a pas d'incidence sur l'exercice en commun de l'autorité parentale. Dès lors que la filiation est établie à l'égard de l'enfant, l'autorité parentale est automatique; elle est cependant soumise, pour être exercée par le père dans le cadre d'une filiation hors mariage, à la reconnaissance de l'enfant par ce dernier dans l'année qui suit sa naissance. A défaut les parents devront effectuer une déclaration conjointe auprès du greffier en chef du tribunal de grande instance ou saisir le Juge aux Affaires Familiales.

B. LES DROITS ET DEVOIRS

L'autorité parentale est exercée en vue de la protection, de l'éducation et du développement de l'enfant. Chacun des parents est réputé agir avec l'accord de l'autre quand il fait, seul, un acte usuel de l'autorité parentale. Cela signifie que l'accord des deux parents n'est pas nécessaire, chacun étant supposé agir avec l'accord de l'autre.

Cela implique notamment qu'un parent peut faire délivrer par la Préfecture de son lieu de résidence, un passeport pour son enfant sans avoir à justifier de l'accord de l'autre parent. Il peut également partir à l'étranger dans le cadre de vacances, le consentement de l'autre parent étant présu-

mé. Cependant un avant projet de loi prévoit d'exiger l'accord des deux parents pour la délivrance d'un passeport pour l'enfant commun.

II. AUTORITE PARENTALE ET LOI ETRANGERE

L'autorité parentale, en tant qu'effet essentiel de la filiation, fait partie intégrante du statut personnel. Ainsi dès lors que son attribution et son exercice se posent dans une famille où l'un des parents, ou l'enfant, est de nationalité étrangère, la loi de rattachement doit être déterminée.

Les enfants résidant de manière habituelle en France sont soumis à la convention de la Haye du 5 octobre 1961 pour la détermination de la loi applicable à l'autorité parentale en l'absence de litige:

théoriquement, c'est la loi de la nationalité de l'enfant qui s'applique. En pratique, ou si la loi de l'enfant renvoie à des dispositions contraires à l'ordre public, c'est la loi française qui s'appliquera.

III. LE LITIGE INTERNATIONAL

Dès lors que l'enfant est l'objet d'un litige familial et que l'un de ses parents, ou lui même, n'est pas de nationalité française, se pose la question du juge compétent et de la loi applicable au litige qui oppose les parents en matière d'autorité parentale.

A. Le juge compétent

Lorsque l'enfant réside sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne, il faut se référer au Règlement Bruxelles II bis du 27 novembre 2003.

Ce texte prévoit que le juge compétent en matière d'autorité parentale est le juge de la résidence habituelle de l'enfant. Le juge français est donc compétent dès lors que l'enfant réside en France de manière habituelle.

Quand un enfant réside hors de l'UE, on lui applique les règles de la convention du 5 octobre 1961 quand il réside dans un pays signataire de ladite convention, à défaut on lui applique les règles nationales de droit international privé.

B. La loi applicable

Le règlement Bruxelles II bis ne désigne que le juge compétent, la loi qui s'applique est celle désignée par la Convention du 5 octobre 1961. En matière de litiges familiaux, elle retient le principe d'unité, c'est à dire que lorsqu'une juridiction est compétente, elle applique sa loi nationale. Ainsi quand le juge français est saisi d'un litige concernant l'autorité parentale d'un mineur, il applique la loi française.

C. La reconnaissance des décisions étrangères

Les décisions relatives à l'autorité parentale rendues dans un Etat membre de l'Union européenne sont reconnues de plein droit dans les autres Etats membres. Quant à l'exécution de ces décisions, elles sont soumises à une procédure simplifiée sous la forme d'une requête aux fins de constatation de la force exécutoire au président du TGI ou à son délégué.

Hors de l'Union européenne, les jugements étrangers relatifs à l'autorité parentale (ce sont souvent des jugements de divorce) sont reconnus de plein droit en France.

Ils nécessitent cependant l'exequatur pour être mis à exécution sur le territoire national.

IV. LES SYSTEMES DE TUTELLE PATERNELLE

Si la co-parentalité prévaut en France et dans d'autres pays, certains États demeurent fortement marqués par le système patriarcal où le rôle respectif des père et mère demeure inégalitaire. C'est le cas dans certains pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'au Maghreb.

Au Maroc, en Algérie ou en Tunisie, l'autorité parentale n'existe pas. On parle de tutelle paternelle car c'est le père qui prend les décisions relatives à l'enfant commun. Même si la réforme du Code de la Famille Marocain en 2004 et une ordonnance algérienne du 27 février 2005 ont apporté une nuance à ce principe, la tutelle paternelle pose des problèmes pour les déplacements transfrontières des enfants.

Que ce soit en Algérie, au Maroc, ou en Tunisie, pendant le mariage, la mère ne peut pas sortir du territoire avec les enfants mineurs sans le consentement du père. De même, elle ne peut pas faire établir de passeport pour l'enfant sans autorisation paternelle.

Lorsque le couple est divorcé, les solutions ne sont pas identiques dans les 3 pays du Maghreb. De même il faut bien distinguer la résidence de la famille en France ou à l'étranger. Quelle que soit la nationalité de l'enfant, dès lors que la famille réside en France, la mère peut sortir du territoire français avec l'enfant sans le consentement préalable du père, à condition qu'elle exerce l'autorité parentale. Elle risque

de rencontrer des difficultés lors du retour, quand les autorités du pays d'origine vont exiger un document attestant de l'autorisation paternelle de sortie du territoire.

Pour les ressortissants marocains, quand les parents sont divorcés, la mère peut démontrer à la Police de l'Air et des Frontières (PAF) marocaine qu'elle réside de manière habituelle en France avec l'enfant; le cas échéant elle peut saisir le juge marocain pour tenter d'obtenir l'autorisation de sortie du territoire marocain.

Cependant pour faire établir un passeport pour l'enfant ou le faire inscrire sur le passeport de la mère il faut l'autorisation du tuteur légal, qui demeure le père.

A noter que si la famille réside au Maroc, la mère peut obtenir du juge marocain une autorisation ponctuelle de sortie du territoire pour l'enfant (visite familiale à l'étranger par exemple), à condition qu'il s'agisse d'un voyage temporaire et que le juge soit assuré du retour de l'enfant (CFM, art. 179 al. 4). Dans le cas contraire, cela sera qualifié d'enlèvement.

En Tunisie, une ressortissante tunisienne qui a obtenu la garde de son enfant a la possibilité de l'emmener à l'étranger sans le consentement du père pour un séjour temporaire. L'article 67 du Code de statut personnel tunisien dispose en effet qu'au cas où la garde de l'enfant est confiée à la mère, cette dernière jouit des prérogatives de la tutelle en ce qui concerne les voyages de l'enfant, ses études et la gestion de ses comptes financiers». Cela laisse supposer qu'une ressortissante tunisienne

ne résidant en France, n'aura pas, au retour d'un voyage en Tunisie, à justifier d'une autorisation du père pour quitter le territoire tunisien. En revanche si la famille réside en Tunisie et que la mère divorcée qui a la garde s'installe en France, cela sera qualifié d'enlèvement.

En Algérie, une circulaire du 11 janvier 2003 a prévu la possibilité pour les ressortissantes algériennes, séparées ou divorcées, résidant à l'étranger

(en France) d'être dispensées de l'autorisation paternelle de sortie du territoire quand elles se déplacent avec leur enfant, permettant un retour facilité d'Algérie après des vacances. Elles n'auront qu'à présenter à la PAF algérienne le jugement, la preuve de leur résidence et de celle de l'enfant en France. Enfin, l'ordonnance algérienne du 27 février 2005 prévoit désormais qu'en cas de divorce, celui qui a la garde de l'enfant commun, la plupart du

temps la mère, en a également la tutelle. Ceci est une véritable avancée et permet à cette dernière de se déplacer à l'étranger avec l'enfant sans l'autorisation du père. Cependant la délivrance d'un passeport pour l'enfant ou son inscription sur le passeport de la mère reste, dans les faits, subordonnée à l'autorisation du père, ce qui en limite singulièrement la portée■

Juillet 2009

Réseau National des Centres d'écoute sur les Violences contre les Femmes



Le phénomène de la violence contre les femmes commence à être connu en Algérie. En 2005, une première enquête nationale sur les violences à l'encontre des femmes, analysant 9.000 cas de victimes qui se sont adressées respectivement à la justice, la police, la santé ou les centres d'écoute, est publiée par l'INSP. En 2007, une enquête de prévalence, commanditée par le ministère chargé de la famille et de la condition féminine a été réalisée auprès de 2000 femmes, mais les résultats n'en ont malheureusement pas été publiés.

Pourtant la prise de conscience reste limitée, un certain déni subsiste et très peu d'organismes sont mobilisés pour apporter une aide aux victimes.

Il est donc important de poursuivre un travail de recueil et d'analyse des données sur les violences envers les femmes, de manière à continuer à alerter la société et les pouvoirs publics sur l'importance et la gravité de ce phénomène et à contribuer à identifier les mesures permettant de réduire ces cas et/ou d'apporter aux victimes les appuis nécessaires.

Dans ce but le CIDDEF, avec l'appui financier de l'UNIFEM, a mis en place un projet permettant de réunir les cas de violences contre les femmes identifiés au niveau des différents centres d'écoute. Dans ce projet, les centres d'écoute sont fédérés en réseau et ont adopté un canevas commun de recueil des données. Le CIDDEF intervient comme prestataire de service pour mettre en place les outils techniques nécessaires, animer le réseau et assurer une analyse périodique des données recueillies. La qualité des informations repose sur le sérieux et l'engagement des centres et particulièrement des écoutantes, parfois bénévoles, qui ont accepté de participer à ce projet. Ces résultats sont les leurs.

L'intérêt de ce projet est multiple : il valorise tout le travail d'écoute qui se réalise; il permet un enregistrement assez complet des cas des femmes qui s'adressent au centre; il est pérenne; il révèle des cas de violence souvent tus■

L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE EN ALGÉRIE

Si le mode dominant d'éducation de la petite enfance continue de relever prioritairement de la famille, soutenue dans son action par la rue en tant qu'espace de jeu, le secteur préscolaire entendu comme espace éducatif relevant de diverses institutions, de type traditionnel ou moderne, connaît une évolution spectaculaire depuis la dernière décennie. Le taux de préscolarisation est en nette progression, en Algérie, la part du secteur privé gagnant de l'importance.

L'enquête effectuée en 2003, par le CRASC dans le cadre de l'étude commanditée par le Ministère de l'éducation et financée par l'UNICEF, a donné un taux de près de 11 % (il y a, par ailleurs, 24 % d'enfants scolarisés avant l'âge légal). Mise en oeuvre depuis la rentrée scolaire 2003, la réforme de l'école prévoit la généralisation progressive du préscolaire, dès la rentrée 2009. La Commission nationale des programmes, par le biais du Groupe spécialisé disciplinaire, a pris en charge l'élaboration des référentiels, en considérant l'étape «5/6 ans» comme un enseignement préscolaire.

L'institutionnalisation de ce type d'éducation, avec une organisation et un contenu spécifiques, est le résultat historique d'une transformation des fonctions conférées à l'éducation de la petite enfance en Algérie.

Trois années après l'indépendance, soit le 23 septembre 1965, un arrêté ministériel décide de la suppression de l'enseignement préscolaire public «pour utiliser les moyens disponibles (humains et matériels) et réaliser dans les plus brefs délais la scolarisation totale au niveau de l'enseignement obligatoire».

En 1981, suite à l'ordonnance du 16 avril 1976 instituant une école fondamentale obligatoire de 6 à 16 ans, qui intègre le secteur privé dans le secteur public et fixe les objectifs et les conditions de la mise en place du préscolaire, des classes enfantines sont ouvertes

selon les possibilités offertes par les écoles primaires.

Selon l'ordonnance, l'objectif est de préparer les enfants des jardins d'enfants, des écoles maternelles, des classes enfantines et des autres structures à l'entrée à l'école fondamentale.

Il s'agit, par un enseignement préparatoire dispensé exclusivement en langue arabe, d'enseigner de bonnes habitudes pratiques, de favoriser un bon développement physique, de développer l'amour de la patrie, le goût de l'effort et le travail en groupe, et d'apporter une éducation artistique appropriée et de premiers élé-

ments de lecture, d'écriture et de calcul.

En 1992, une circulaire du Ministère de l'action sociale et du travail rend possible l'ouverture de structures privées. Il est question d'accueil de la petite enfance, l'accent étant mis sur les conditions de sécurité, d'hygiène et d'entretien, et sur les activités de jeux éducatifs et d'éveil. Deux formes d'accueil sont prévues : dans des jardins d'enfants ou par des nourrices à domicile (garde d'un ou de plusieurs enfants âgés de moins de 6 ans par une personne qualifiée agréée par les services de protection sociale de wilaya).



Le préscolaire d'entreprises ou d'institutions publiques comprend des jardins d'enfants ayant essentiellement une fonction sociale. Les orientations concernant leur fonctionnement administratif et pédagogique émanent de la Direction de la santé et du Ministère de l'éducation nationale, mais, dans la réalité, les programmes relèvent d'initiatives internes. Ce secteur concerne, selon l'enquête 3 086 enfants.

Le préscolaire communal (jardins d'enfants récupérés après l'indépendance et autres structures créées par les communes) relève du Ministère de l'intérieur et des collectivités locales. Il dépend en grande partie des héritages du passé et des moyens financiers dont dispose la commune. Il dispose d'un Guide sur les structures préscolaires communales publié en 1987 par la Direction des études économiques et financières. Ces structures sont chargées d'offrir un «cadre normatif approprié à l'épanouissement et à la préparation de l'enfant à l'école fondamentale».

La liberté d'organisation donnée aux éducatrices, en l'absence de références et de formation spécifique du personnel d'encadrement, pose cependant certains problèmes. Ce secteur concerne 2 742 enfants.

L'enquête du CRASC montre également que :

1. sur les 572 établissements enquêtés, 84,1 % ont été créés entre 1970 et 2003;
2. c'est dans le secteur privé que les structures sont les plus récentes (64,84 % d'entre elles ont vu le jour entre 2000-2003);

Aujourd'hui, la pré-scolarisation relève ainsi d'un pluralisme institutionnel, avec des modèles éducatifs divers :

Les classes enfantines ou classes préparatoires relèvent du Ministère de l'éducation nationale et disposent depuis 1990-1991 d'un programme officiel.

La formation des éducatrices reste floue, les inspecteurs de l'école fondamentale étant chargés de former le personnel de tous les secteurs relevant du préscolaire.

En 1995-1996, le ministère a encouragé et parrainé le Guide méthodologique pour l'éducation préscolaire, élaboré et édité par le CRASC et l'Institut pédagogique national qui préconise une pédagogie par projets, l'éducateur partant des connaissances des enfants, de leurs propositions, pour lancer des activités suivant une progression où une grande place est laissée à l'activité autonome, à la recherche, à l'exploration et à la connaissance de l'environnement. Des séminaires de formation d'inspecteurs ont été organisés dans les trois

grandes régions (Oran, Alger, Constantine) et animés par les chercheurs du CRASC.

Avec les perspectives d'innovation apportées, le guide méthodologique n'a pourtant pas eu l'impact souhaité sur les utilisateurs potentiels, sa vulgarisation ayant été insuffisante et sa publication n'ayant pas été confortée par les outils didactiques nécessaires.

Dans les 11 sur 43 wilayas enquêtées en 2003 par le CRASC, 55 474 enfants sont présents dans l'ensemble des structures. Les classes enfantines accueillent 9 196 enfants.

Le préscolaire privé (jardins d'enfants) concerne, selon l'enquête du CRASC, 7 193 enfants, issus de milieux aisés.

Le préscolaire religieux, qui constitue le secteur le plus ancien, le plus traditionnel, où il s'agit d'enseigner le Coran et d'apporter des éléments de lecture et d'écriture, selon l'enquête du CRASC, il accueille 33 257 enfants, issus de milieux ouvriers principalement (mères le plus souvent au foyer).

3. l'essor le plus significatif est celui du préscolaire religieux, avec la création entre 1980 et 1999 de 71,05 % des écoles coraniques;

4. 19,06% des structures ont été construites pour les besoins du préscolaire et 32,34% constituent des aménagements de locaux existants (principalement les jardins d'enfants communaux, d'entreprises et privés); 48,6% fonctionnent dans des locaux qui n'ont pas fait l'objet de transformation (principalement les classes enfantines et les kuttabs).

En Algérie, le préscolaire est en train de devenir un passage obligé pour la plupart des enfants et tout particulièrement ceux de 5 ans. Les études menées montrent que la fréquentation d'un espace de préscolarisation semble jouer un rôle favorable dans l'acquisition et le développement du langage, et plus généralement au niveau des résultats scolaires et de l'adaptation sociale, bien que le bénéfice acquis s'estompe dès la quatrième année.

La pression sociale pour des apprentissages toujours plus précoces et la conception, encore prégnante, que les savoirs ne passent que par des exercices systématiques de type scolaire mettent cependant le préscolaire en danger constant de ressembler à une école primaire, ou du moins à une première année du cycle de base.

Quel que soit le type de structure, le préscolaire fonctionne d'abord comme un espace d'apprentissage. L'objectif majeur est, selon 79,30 % des 1 669 éducateurs interrogés, de préparer l'enfant à la scolarité.

L'absence ou l'insuffisance de la formation, pour la majorité des éducateurs, explique le recours aux réflexes et habitudes hérités des représentations traditionnelles de l'enfance et de l'éducation. Parmi les activités proposées aux enfants (1 087 éducateurs interviewés), la lecture et l'écriture se classent en tête (90,24 %), suivies par le chant (86,56 %) et le jeu (82,70 %). Ce sont les éducateurs des écoles coraniques et des classes enfantines qui mettent le plus l'accent sur la lecture/écriture.

Les parents (5 547 parents interrogés) attendent beaucoup du préscolaire. S'ils se focalisent, dans l'ensemble, sur les valeurs traditionnelles, ils ne paraissent pas s'opposer à l'introduction de méthodes et d'outils modernes.

Actuellement, il existe cinq niveaux de propositions destinées à améliorer la prise en charge des jeunes enfants :

1. Sur le plan institutionnel : harmoniser les dénominations des différentes structures préscolaires; élaborer un cahier des charges minima d'accréditation; intégrer l'étape préscolaire dans le cursus éducatif.

2. Sur le plan organisationnel : installer un suivi pédagogique de toutes les structures par le Ministère de l'éducation nationale; procéder à l'informatisation des données; adopter un SMIC de formation.

3. Sur le plan pédagogique : élaborer des référentiels de compétences définis à partir des profils d'entrée et de sortie; développer la formation continue, recentrer les activités sur le rôle du jeu dans l'apprentissage.

4. Sur le plan statutaire : revaloriser la fonction d'éducateur(trice).

5. Sur le plan environnemental : encourager la production d'ouvrages et de documents pédagogiques sur la base d'appels d'offres, développer les recherches sur la petite enfance et la famille, proposer le montage d'un observatoire de la petite enfance.

Conclusion

Partant de la réalité actuelle, la situation relative à l'éducation préscolaire se caractérise par une diversité des tutelles ministérielles, et par une insuffisance de l'implication de l'État, malgré une volonté politique de sa généralisation rapide aux enfants de 4-5 ans et de son intégration systématique au premier cycle de l'enseignement primaire (la préscolarisation des enfants de moins de 4 ans n'étant pas à l'ordre du jour).

Si le secteur religieux est dominant, on assiste aujourd'hui au foisonnement des structures privées de préscolarisation, en particulier dans les grandes agglomérations.

Le secteur préscolaire est ainsi un secteur composite qui présente une extrême disparité des pratiques pédagogiques et des profils de formation des éducateurs.

La représentation dominante, au niveau des familles, des pouvoirs publics et des éducateurs du rôle du préscolaire est la préparation à l'école et le préapprentissage de la morale religieuse.

Les modèles éducatifs valorisant l'autonomie ont encore du mal à s'imposer ■

GHANIA GRABA

LA SÉCURITÉ SOCIALE

DROIT PERSONNEL ET/OU DROIT DÉRIVÉ POUR LES FEMMES ?

Le système de Sécurité sociale, mis en place par le pouvoir colonial, ne concernait, en fait, que peu d'algériens. Il a été reconduit par la loi de transition du 31 décembre 1962. Ce système basé sur la cotisation des salariés, vu le taux effarant de chômage, ne permettait pas la réalisation de la protection des membres les plus fragiles de la population. La réforme de la Sécurité sociale du 2 juillet 1983 comprend un ensemble de lois qui ont pris effet à partir du 1er janvier 1984. Elle a opté, dans la tradition du système français, pour un système de financement par des cotisations proportionnelles au revenu.

La tendance de la loi est à la généralisation. En effet, l'ensemble des travailleurs, quelque soit leur secteur d'activité, est couvert par la Sécurité sociale. L'article 58 de la Constitution algérienne consacre en outre la protection de la famille par l'État et la société. L'article 59 garantit les conditions de vie de ceux «qui ne pourront plus ou qui ne pourront pas encore les assumer». La Sécurité sociale couvre presque six millions d'assurés sociaux dont 50 % appartiennent à des catégories particulières dispensées de tout ou partie des cotisations. De fait Le droit à la Sécurité sociale en Algérie consacre la protection de la famille (A) et comporte un certain nombre de conséquences pour les femmes (B).

A – La consécration de la protection de la famille

En Algérie, les droits à la Sécurité sociale découlent du statut familial. La Sécurité sociale couvre le travailleur (euse) et sa famille au sens large, c'est-à-dire l'épouse (ou les

épouses) et les enfants (sans limite d'âge pour la fille tant qu'elle n'a pas de revenus), les ascendants de l'époux et de l'épouse s'ils sont sans revenus. Ces droits dérivés sont acquis grâce au lien qui les unit à l'assuré, titulaire de droit. Les droits obtenus, par la majorité des femmes qui comme nous l'avons vu auparavant ne sont pas considérées comme des travailleurs, sont des droits dérivés. Elles sont considérées comme des ayants droit du chef de famille, père ou mari. Les femmes qui travaillent ont bien sûr un droit individuel à la Sécurité sociale et elles peuvent en faire bénéficier les membres de leur famille, y compris leurs époux qui deviennent leurs ayants droit.

Ainsi, la femme qui travaille bénéficie d'un certain nombre de droits liés à sa situation particulière de femme. Elle bénéficie d'un congé de maternité de quatorze semaines, indemnisé par l'organisme de Sécurité sociale, de l'assurance maternité pour toute interruption de la grossesse surve-

nant avant la fin du 6^{ème} mois de gestation, même si l'enfant n'est pas né vivant, de prestations en nature de l'assurance maternité comportant la prise en charge des frais relatifs à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites. L'épouse d'un salarié bénéficie quant à elle des prestations en nature relatives à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites.

En matière de retraite, les conditions générales pour prétendre au bénéfice de la pension de retraite, sont identiques pour les salariés homme ou femme : être âgé de 60 ans au moins et avoir travaillé pendant 15 ans au moins, dont 7 ans et 6 mois de travail effectif. Toutefois, lorsqu'elle remplit la condition de durée de travail, la femme salariée peut, à sa demande, être admise à la retraite à partir de l'âge de 55 ans révolus. De plus, la femme salariée qui a élevé un ou plusieurs enfants pendant au moins neuf ans bénéficie, pour le départ à la retraite, d'une réduction d'âge d'un an par enfant, dans la limite de 3 années.

Elle peut cumuler, comme d'ailleurs son conjoint, sa propre pension de retraite avec la pension de réversion de son conjoint.

La femme salariée âgée de 45 ans au moins, et qui réunit 15 années de travail effectif ayant donné lieu au versement des cotisations à la Sécurité sociale, peut, dans les mêmes conditions que le salarié, demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle.

La mise en retraite proportionnelle est prononcée à la demande exclusive du salarié. La mise en retraite proportionnelle prononcée unilatéralement par l'employeur est nulle et de nul effet.

Le droit de la Sécurité sociale, tout en maintenant la logique familialiste qui intègre une définition très large de la famille tirée du droit musulman, permet aux femmes sans travail de bénéficier d'une couverture sociale au titre d'épouse, de sœur ou de fille. Le droit à la sécurité sociale en reconnaissant les mêmes droits aux salariés quel que soit leur sexe, en tant que titulaire direct d'un droit dont le conjoint peut bénéficier en tant qu'ayant droit (retraite de réversion, capital décès) consacre le principe de non-discrimination entre les hommes et les femmes.

B - Les conséquences sur le statut des femmes

Cette double logique inscrite dans Le droit à la Sécurité sociale permet de tenir compte de la situation réelle des femmes en situation de travail mais suffit-elle à corriger les injustices subies par les épouses au foyer ?

Les couples qui sont dans une situation d'emploi bénéficient en cas de décès du conjoint

d'une retraite de réversion, sans condition d'âge, qui leur permet de maintenir leur niveau de vie.

La femme au foyer, sans revenu propre, se contentera de la retraite de réversion qu'elle doit partager avec les ayant droits qui peuvent être nombreux comme nous avons pu le voir. La situation devient encore plus compliquée en cas de divorce.

En effet, mis à part les allocations familiales qui lui reviennent de droit si elle a la garde des enfants, la femme divorcée, sans travail, n'a plus de couverture sociale puisque sa qualité d'ayant droit est liée à sa qualité d'épouse. Le système de protection sociale qui repose sur un modèle de société hommes femmes fondé sur une distinction stricte des rôles postule une institution du mariage stable et permanent. Or, l'inégalité qui caractérise le Code de la famille apparaît de manière particulièrement nette dans les dispositions concernant le divorce.

En effet, le Code distingue entre **le talaq** et **le tatlîq**. Le **talaq** est le droit exclusif du mari et constitue une forme de répudiation enregistrée par le juge. Celui-ci ne dispose d'aucun autre pouvoir que celui d'aménager les conséquences financières de la rupture. En revanche, la femme est autorisée à demander le **tatlîq** qui est soumis à des conditions très strictes et difficiles à remplir pour lesquelles le juge retrouve son pouvoir d'interprétation.

Il est permis de penser que le contexte sociologique et culturel, la formation des juges, ne jouent pas en faveur des droits des femmes.

En fait, l'ensemble de l'institution du mariage est soumis à des dispositions qui fragilisent le lien matrimonial en organisant la minorisation de l'épouse. Ces dispositions inégales et injustes du Code de la famille ne peuvent pas ne pas se manifester dans les conséquences pratiques du divorce et deviennent ainsi une source de précarité, voire d'exclusion dans des contextes sociaux difficiles, caractérisés par l'absence d'autonomie économique pour une large majorité des femmes.

La réalité du divorce est certainement plus complexe et les situations diversifiées en fonction du niveau socio-économique des personnes concernées (activités des femmes principalement), des solidarités familiales et du degré de modernisation des rapports dans les couples qui peuvent trouver des solutions en dehors du droit.

En tout état de cause, en refusant de moderniser les rapports familiaux par l'instauration de plus d'égalité dans le couple, par l'émancipation juridique de l'épouse, l'État n'a-t-il pas créé un «risque familial» aggravé par l'absence d'un droit social de la famille, permettant de compenser les risques et les inégalités de fait qui découlent de l'application du droit ?

Les droits dérivés posent donc un problème d'instabilité, alors que la protection sociale a pour fonction d'assurer une sécurité à l'individu. Le débat en Europe sur droits dérivés / droits individualisés peut-il avoir lieu en Algérie ? Les multiples projets de réforme ne semblent pas aller dans ce sens.

Conclusion

On peut avancer que la situation des rapports de sexes dans le droit de la famille en Algérie, malgré la réforme de 2005 et les améliorations apportées, consacre juridiquement l'inégalité entre homme et femme. Les rapports sociaux de sexe déterminent sans conteste l'ensemble des conditions de travail des femmes et des hommes en liaison avec leurs situations et leurs conditions de vie dans la sphère privée de la famille. De nombreuses mesures envisagées en milieu professionnel se heurtent nécessairement à des contraintes nées à l'extérieur. On voit bien comment la ségrégation professionnelle qui exclut la majorité des femmes (85 %) du marché du travail protégé par la loi, trouve son origine dans les rapports sociaux de sexe, les stéréotypes sexistes (éducation, système scolaire)

renforcés paradoxalement par un droit de la famille immuable qui nie les évolutions profondes et contrastées de la société. L'interdiction de «sexuer» un droit fondamental (droit à la protection sociale, droit au travail), qui renvoie au principe de non-discrimination du fait du sexe peut, dans les conditions actuelles des rapports de sexe en Algérie, du dualisme juridique qui maintient la femme «sous la tutelle» du mari, du frère, du fils ou de tout autre mâle de la famille, engendrer des effets pervers préjudiciables aux droits des femmes.

En effet, le principe de non discrimination qui concerne l'exercice d'un droit et non le droit lui-même nécessite une évaluation «*in concreto*» par le juge quand il est saisi. Il faut rappeler qu'en tant que principe, la non-discrimination jouant pour les deux sexes

peut remettre en cause une protection socio-sexuée que le droit du travail a construit pour protéger la femme au travail. On ne peut donc pas se contenter d'interdire la discrimination pour motif de sexe. L'affirmation d'une égalité abstraite entre des sujets de droits asexués, méconnaît la situation concrète des hommes et des femmes qui repose sur une division des tâches, des rôles, des pouvoirs, «naturalisée» par le droit de la famille. L'exclusion de la majorité des femmes de l'emploi protégé renvoie à la définition juridique du travailleur qui met la rémunération au centre de la définition. Elle expulse une large majorité des femmes hors du droit, alors que le travail dit «marginal informel» des femmes dites «au foyer» contribue très largement et de plus en plus au revenu réel des familles.

n'hésitez pas, Appelez nos Centres d'écoute



Vous n'êtes pas seule !

BRISER LE SILENCE

CENTRES	TÉLÉPHONE	ADRESSE
AFEPEC Association Féminine pour l'Épanouissement de la Personne l'Exercice de la Citoyenneté	041 39 74 55	13 rue Omar Biskri ex : Monge Mirama Oran
CIDDEF Centre d'Information et de Documentation sur les Droits de l'Enfant et de la Femme	021 74 34 47	5, rue IBN Hazm Sacré coeur Alger
CISSM Centre Intermédiaire de Santé Mentale	0771 28 98 63	Alger
FARD Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits	0772 26 41 61	Oran
KAHINA Rachda Alger Rassemblement Contre la Hogra et pour les Droits des Algériennes	021 82 53 54 021 82 00 75	19, rue khemisti, Cité des Bananiers Mohammadia Alger
LPSJE Ligue de Prévention et de Sauvegarde de La Jeunesse et de l'Enfance	026 21 46 73	Lotissement Bouaziz Lot N°138/139, Immeuble Meghni Appt N°6 - 2^{ème} Etage Tizi-Ouzou
MAISON NEDJMA Rachda Constantine Rassemblement Contre la Hogra et pour les Droits des Algériennes	031 94 94 76	14, rue Mériem Bouattoura - Casbah Constantine
SOS FEMMES EN DÉTRESSE	021 92 60 76 021 92 96 19	Alger
SOS NOUR	038 86 47 47	Annaba

RACHEL KOUKPO

DOCTORANTE EN DROIT INTERNATIONAL À
L'UNIVERSITÉ MONTESQUIEU BORDEAUX IV.

LE CODE DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE :

LA LÉGITIMATION DU DROIT DES FEMMES AU BÉNIN

Les Béninois sont restés près de 35 années après l'indépendance, soumis les uns au droit moderne hérité du Code Civil français de 1958, qui ne donnait pas toujours une réponse adéquate à leurs problèmes contemporains, les autres au droit traditionnel coutumier qui date des années 1930, le Coutumier se démarquant par son caractère discriminatoire en l'endroit des femmes. Ainsi, des pratiques telles que le lévirat, les rites du veuvage, les mutilations génitales, le mariage forcé y sont légitimées.

Cette dualité discriminatoire génère d'énormes difficultés quant à l'application effective du droit. De plus, le caractère obsolète et désuet de ces textes crée un vide juridique. La Cour constitutionnelle dans sa décision DCC 96-0063 du 26 septembre 1996 déclare que le Coutumier du Dahomey de 1931 n'a plus ou n'a pas de force exécutoire. Pour combler ce vide juridique, un projet de loi sur les personnes et la famille a été déposé à l'Assemblée nationale et dont l'ambition est d'uniformiser le droit applicable aux Béninois, de mettre fin, en matière civile, au dualisme hérité de la colonisation. L'autre ambition est l'atteinte de l'égalité entre les statuts de la femme et de l'homme. Il ne s'agissait pas d'abolir les institutions coutumières, mais d'élaborer un droit nouveau en associant tradition et modernité, tout en cherchant à assurer une cohabitation paisible des deux systèmes sociaux. Ce Code des personnes et de la famille marque une avancée majeure dans la considération donnée à la femme et la légitimation du droit des femmes. Il représente une véritable révolution dans la mesure où dans l'ordonnement juridique à laquelle succède le nouveau Code, la femme a toujours été considérée comme étant inférieure à l'homme.

Mère, gestionnaire de foyer et agent économique, malgré ses rôles importants, la femme est considérée comme inférieure au regard de la tradition, mineure au regard de la loi, et elle reste marginalisée de la société. Cette situation tend à évoluer aujourd'hui avec la prise de conscience de la société, l'action des mouvements de femmes, et surtout l'avènement du code des personnes et de la famille.

La question de l'épanouissement de la femme et donc du genre est étroitement liée à une histoire de subordination et d'oppression de la femme. Au Bénin, cette condition semble être conférée à la femme même par les textes phares de la tradition et de la religion.

La Bible, le Coran et le Coutumier du Dahomey constituent les références, et s'accordent à maintenir la femme dans une situation de soumission et de dépendance vis-à-vis de

l'homme. C'est là que se trouve la racine des divers maux qui jusque là, minaient la gent féminine.

Dans le droit traditionnel béninois principalement régi par le principe de la famille patriarcale, elle a invariablement connu un statut nettement inférieur à celui de l'homme.

Cependant nos sociétés exposées aux aléas de l'histoire ont subi des mutations structurelles de nature à rejaillir sur la situation de la femme.¹

1. LAWANI S. A., L'apport de l'article 124 de la loi fondamentale sur le statut matrimonial de la femme en République du Bénin, Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives, n° 12, juin 1989, p 14

Le document portant Coutumier du Dahomey précise que «les règles énoncés par le coutumier ne sont pas des articles de code... elles constituent l'état de la question à l'époque présente... elles admettent une évolution...». ² Sur le vieux tronc coutumier profondément enraciné sur le terroir est venu se greffer dans un premier temps un droit précolonial, à caractère confessionnel, et dans un second temps un droit colonial, vecteur de la civilisation chrétienne.

Les rapports de recherche ³ sur les droits de la femme au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest indiquent que presque tous les États ont signé ou ratifié les principaux traités et conventions qui valorisent la femme et ont mis en place les mécanismes d'application pour rendre ces droits effectifs. Toutefois, la dynamique et les discours sont essentiellement définis par les forces et la relation entre les lois progressives et non discriminatoires concernant les droits de la femme, telles que discutées et définies dans les différents articles de la Convention contre l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF), et la réalité quotidienne des pratiques et lois traditionnelles et religieuses. Même si les conflits ne surviennent pas à tout moment, ce sont ces pratiques qui, le plus souvent, entravent la promotion des droits de la femme; lesquelles pratiques sont renforcées par les normes patriarcales et les valeurs de la société.

Pour l'essentiel, cette étude a trait à la situation de la femme mariée. En effet, les droits de la femme mariée ne sont intéressants à déterminer que par rapport à ceux de l'homme et c'est dans le mariage qu'ils peuvent avoir le plus souvent l'occasion d'être quotidiennement et véritablement mis en concurrence. C'est pourquoi dans une première partie, nous présenterons le statut de la femme dans le droit positif Béninois de 1960 à 2002 avec les problèmes posés par le dualisme juridique. Dans une deuxième partie, le point sera fait sur l'effort remarquable réalisé par le nouveau Code des personnes dans la promotion juridique de la femme.

I- LE STATUT DE LA FEMME DANS LE DROIT POSITIF BÉNINOIS DE 1960 À 2002

Le problème de la condition de la femme béninoise et de la femme africaine en général, en droit coutumier, a souvent été posé en Europe en terme de minorité, d'incapacité. Mais dans le même temps, la plupart des ethnologues européens s'accordent à reconnaître que la femme noire jouit dans son milieu familial et social d'un certain statut. Il s'agit là de l'ensemble des droits et devoirs, capacités et incapacités que la coutume ou la loi attribue à un groupe de personnes du fait de son appartenance à une catégorie particulière de la société. ⁴

En Afrique, la femme a toujours eu un statut qui est fonction du milieu social, économique, politique, religieux et même militaire

propre à la société dont elle est membre à part entière. Avant la colonisation dans les sociétés africaines, la coutume contenait presque tout le droit public, privé, économique, politico-religieux. Il est aisé de déduire que dans ces conditions, le statut de la femme dans ses différents aspects était défini par rapport au droit coutumier.

Du mariage à la dissolution du lien matrimonial, la condition de la femme dans la société traditionnelle

La situation juridique de la femme en droit coutumier béninois a toujours été liée à la structure de la société dans laquelle elle évolue. Avec au moins de 40 ethnies différentes, le Bénin se caractérise par sa diversité culturelle. Une diversité de peuples, de langues et de religions. L'égalité entre les sexes trouve toute sa justification dans la Constitution béninoise de 1990. Après avoir interdit la discrimination fondée sur l'origine, la race, la religion, la position sociale, l'opinion politique et ... le sexe, dans son alinéa 1, l'article 26 de la Constitution béninoise du 11 décembre 1990 rappelle particulièrement le principe d'égalité entre l'homme et la femme dans son alinéa 2. Cette redondance n'est pas innocente. Elle témoigne de la volonté du constituant de ne tolérer aucune restriction juridique, même dans l'intérêt de la femme, à ce principe l'alinéa 2 de l'article 26 institue donc une stricte égalité juridique qui ne change rien aux inégalités réelles ⁵.

2. Coutumier du Dahomey de 1931, préambule

3. Huguette BOKPE GNACADJA, BEIJING+10, rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la plate-forme de Beijing au niveau national activités des organisations non gouvernementales recommandations, Cotonou, Août 2004

4. LAWANI S. A., L'apport de l'article 124 de la loi fondamentale sur le statut matrimonial de la femme en République du Bénin, Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives, n° 12, juin 1989, p 14

5. GBAGUIDI N.A., Égalité des époux, égalité des enfants et le projet de Code de la famille et des personnes du Bénin, Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives, n° spécial Octobre 1995, p 3

Dans presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, plusieurs systèmes juridiques cohabitent. Les lois coutumières, le droit moderne et le droit islamique coexistent au sein de systèmes patriarcaux. Les croyances et pratiques religieuses sont juxtaposées à la loi coutumière et à la loi moderne. Même si la dominance de chacun de ces systèmes diffère d'un pays à un autre, le statut de la femme reste inférieur à celui de l'homme concernant les biens, l'héritage, le mariage, le divorce et la garde des enfants ... etc. Les stéréotypes existants sur les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, la division inégale du travail et les autres pratiques discriminatoires entravent gravement l'épanouissement de la femme, le développement durable et équitable. « Bien que les femmes constituent plus de la moitié de la population, on n'a point besoin d'un institut de sondage pour constater que leur participation aux activités s'amenuise au fur et à mesure qu'il s'agit des domaines de responsabilité.⁶ Il ne faut donc pas confondre le principe d'égalité de l'homme et de la femme en tant que citoyens et le principe d'égalité des époux. Si le premier s'établit, sur le plan juridique, du moins le pense-t-on sans trop

de difficultés, il n'en est pas de même du deuxième qui dans certains de ses aspects peut apparaître trop révolutionnaire et heurter les mentalités. En effet la femme est victime de discrimination légale aussi bien dans la famille que dans la société.

La famille africaine est une communauté d'individus qui se réclament d'un ancêtre commun, unis les uns aux autres par des liens de parenté qui ne sont pas nécessairement fondés sur la consanguinité, pratiquant le même culte en observant les mêmes interdits qu'il comporte, soumis à l'autorité d'un chef qui est à la fois représentant du groupe et administrateur du patrimoine commun.⁷

Dans un tel contexte, le mariage ne sera pas comme en Europe un accord de volonté entre les futurs époux, mais plutôt une alliance entre deux familles, un contrat entre deux chefs de famille, détenteurs de la puissance paternelle et agissant pour l'occasion au nom et pour le compte de la communauté qu'ils représentent.

Dans les communautés béninoises, deux formes de mariage coexistent. L'une consistant en une célébration coutumière suivie de déclaration à l'état civil indigène avec comme

conséquence la polygamie et le régime matrimonial de la séparation des biens, l'autre résultant d'une célébration à l'état civil européen avec comme corollaire la monogamie et le régime matrimonial légal de la communauté des meubles et acquêts. Ce second type de mariage était réservé à une minorité, les citoyens d'origine française, les autochtones qui avaient renoncé à leurs coutumes ou opté pour le droit civil, les étrangers dont les coutumes n'étaient pas applicable sur le territoire béninois.⁸ C'est dans cette atmosphère caractérisée par un dualisme juridique qu'intervient dans les années 1960 l'indépendance des divers États d'Afrique noire. L'option en face de laquelle se trouvait le législateur africain était apparemment simple : le choix entre le droit moderne écrit et la coutume souvent non écrite, le choix entre la monogamie et la polygamie, entre la tradition où le mari est seigneur et chef incontesté du ménage et la nécessaire émancipation de la femme. Après l'indépendance, il n'existait plus qu'une forme de mariage qui se présente sous la forme d'une célébration comme le mariage de type européen. Mais ce n'est qu'une apparence, car ce mariage est régi par les dispositions coutumières toujours

6. GBAGUIDI N.A., Égalité des époux, égalité des enfants et le projet de Code de la famille et des personnes du Bénin, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° spécial Octobre 1995, p 3

7. CODJOVI J.J., Le régime matrimonial légal dans les législations nouvelles des États francophones de l'Afrique de l'Ouest, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Togo *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° 8, Mai 1987, p 2

MWISSAC. K., Parenté et famille dans les cultures africaines, point de vue de l'anthropologie juridique, édition Karthala, Paris, 2005, p. 60

8. LAWANI S. A., L'apport de l'article 124 de la loi fondamentale sur le statut matrimonial de la femme en République du Bénin, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° 12, juin 1989, p 21

9. LAWANI S. A., L'apport de l'article 124 de la loi fondamentale sur le statut matrimonial de la femme en République du Bénin, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° 12, juin 1989, p 21

10. Tout citoyen ayant conservé son statut personnel peut au moment de contracter mariage faire inscrire par l'officier d'état civil, sur l'acte de mariage, sa déclaration expresse de ne pas prendre une autre épouse aussi longtemps que le mariage qu'il contracte ne sera pas régulièrement dissous, article 5 du décret Jacquinot du 14 septembre 1951

11. Coutumier du Dahomey de 1931, Article 34

12. Coutumier du Dahomey de 1931, Article 36

en vigueur au Bénin,⁹ même s'il est donné la possibilité aux époux d'apporter des aménagements quant à l'option de monogamie.¹⁰

La polygamie existe et est légale sur toute l'étendue de la colonie du Dahomey.¹¹ Ne seront alors considérés comme des actes constituant renonciation à la polygamie : le mariage religieux chrétien inscrit à l'état civil ; le mariage civil célébré à l'état civil indigène s'il est spécifié par les conjoints et consigné sur l'acte de mariage qu'ils désirent constituer un ménage monogame.¹² Mais d'autres points du Coutumier rendent difficile l'application de telles dispositions qui semblent apporter une certaine tempérance à la rigueur des coutumes. Par exemple, les dispositions de l'article 68 du Coutumier du Dahomey qui prévoient que le mariage est fait non pas par les intéressés, mais par leur père rendent facultatif le consentement des futurs époux au mariage. Toutefois, si celui du garçon est toujours exigé, celui de la fille ne l'est tout simplement pas. De plus dans certaines régions du Bénin, l'enfant simplement conçu est déjà promis en mariage, ou encore la petite fille est remise à la mère de son futur mari après les premières années de vie.

Le mariage sera consommé à sa majorité légale fixée à 14 ou 15 ans. Une telle disposition favorise les mariages précoces et forcés que l'on observe dans tout le Bénin et qui peuvent s'opérer par rapt, échange¹³, lévirat ou séquestration suivi de violences, voies de fait exercées sur la personne de la petite fille.

Ce droit de contrainte au mariage sera combattu vainement par le colonisateur. En effet les décrets Mendel du 15 juin 1939 et Jacquinet du 24 septembre 1951 ont flétri ce fait contraire au principe fondamental du consensualisme en matière de contrat contenu dans le Code Civil qui dispose dans son article 146 qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement. Ainsi donc était déclarée nulle de plein droit toute convention matrimoniale concernant une fillette impubère ou concernant une fille pubère dont le consentement n'a pas été requis.¹⁴ Mais inutile de dire que ces dispositions prohibitives sont tombées en désuétude faute de réception par les populations au sein desquelles elles étaient censées améliorer les conditions de vie.

L'analphabétisme des femmes surtout dans le monde rural constitue un handicap majeur

aux actes constituant renonciation à la polygamie. La polygamie étant la règle, bien souvent les officiers d'état civil ne respectent pas l'obligation d'information due aux futurs époux quand bien même ceux-ci sont alphabétisés. Les époux ne sont pas invités à faire le choix de leur régime matrimonial, et bien souvent la majorité des mariages se font sans contrat de mariage. Et pour les époux qui n'ont pas fait de contrat lors de leur mariage, le législateur français leur a imposé un régime car il n'y a pas de mariage sans régime matrimonial. Depuis la loi du 13 juillet 1965 ce régime est celui de la communauté réduite aux acquêts.¹⁵ Notons cependant que le mariage polygamique paraît inconciliable avec un régime de communauté de biens.¹⁶

La diversité du droit interne n'est pas de nature à faciliter le règlement des conflits en cas de divorce. Elle donne naissance à des conflits entre le droit coutumier et le droit moderne et entre les différentes coutumes elles-mêmes.¹⁷

Le dualisme évoqué ci-dessus constitue en fait une source de complication pour les juges chargés d'appliquer le droit familial en général et le droit du divorce en particulier.¹⁸ ■ (1er Partie)

13. Le mariage par échange à l'origine était la règle et se pratique encore dans le nord du Bénin. La famille qui donnait une femme à une autre exigeait de celle-ci une autre femme de façon de façon que la capital femme du groupement ne fut pas diminué. L'échange devra se réaliser tôt ou tard sinon la dette demeure même après un siècle et plus. Les difficultés de réalisation du contrat sous sa forme primitive ont donné naissance à l'institution de la dot, qui est non pas le prix d'une femme, mais la possibilité donnée à une autre famille dont sort une femme, de la remplacer autrement qu'en exigeant immédiatement de sa nouvelle famille une autre femme qu'elle pourra être dans l'impossibilité de lui donner.

14. LAWANI S. A., L'apport de l'article 124 de la loi fondamentale sur le statut matrimonial de la femme en République du Bénin, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° 12, juin 1989, p 15

15. Article 1400 et suivant de la loi N° 65-570 du 13 Juillet 1965

16. KOUASSIGAN G., *Quelle est ma loi? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique noire francophone*, Paris, Pedone, 1974, p. 239

17. En matière de divorce, le conflit entre les coutumes du mari et de la femme est résolu à l'avantage de la coutume de la femme. OUINSOU D. C., *Réflexion sur la loi applicable au divorce en droit interne et en droit international privé au Bénin*, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° spécial décembre 1990, p 6

18. OUINSOU D. C., *Réflexion sur la loi applicable au divorce en droit interne et en droit international privé au Bénin*, *Revue Béninoise des Sciences Juridiques et Administratives*, n° spécial décembre 1990, p 5



Formation sur «les violences ciblant les femmes»

5ème session de formation

Le CIDDEF, dans le cadre du projet «Appui à la prise en charge des femmes victimes de violence et à la conscientisation de la société» a organisé une formation en collaboration avec l'ambassade des pays bas, elle a rassemblé une quinzaine de participantes issues du milieu associatif, de la santé, de l'action sociale, ministère de la famille, et des écoutantes. Cette formation vient en complément des quatre premières formations organisées précédemment.

La formation s'est déroulée en trois jours du 07 au 09 novembre 2009. Elle a vu l'intervention de Mme CHERFI Zahia, Directrice de l'INSP, Marie France GRANGAUD, consultante et AIT ZAI Nadia, Directrice du CIDDEF et avocate.

La première journée a été animée par Dr CHERFI. Cette journée a débuté par une récapitulation de tout ce qui a été fait et dit lors des quatre premières formations, et plus spécialement des exercices concernant les violences faite aux femmes : comment cerner les violences, la violence est toujours dans un contexte social ou autre et ou chacun personne a sa propre perception de la violence.

Elle a aussi mis l'accent sur le fait que la violence contre les femmes ne doit pas rester un tabou, puisque nous la rencontrons partout, que ce soit dans l'anonymat des grandes villes et dans les villages ou tous se sait. La violence existe à tous les niveaux, elle est exercée aussi bien par les gens instruits que par les analphabètes.

Le poids de la société qui a fait de la femme une éternelle victime doit diminuer et s'alléger.



Mme CHERFI Zahia,
Directrice de l'INSP

Lors de cette journée, des jeux de rôle ont été organisés pour montrer la conduite à adopter et les attitudes à prendre devant une victime de violence.

Au cours de son intervention, Dr Cherfi a rappelé aux écoutantes les règles de base à tenir face à une femme victime de violence, et l'importance du travail en commun pour apporter l'aide dont a besoin la victime et cela passe par l'importance de s'effacer pour laisser la place à l'autre, rester anonyme et invisible, être soi même, s'assumer pleinement, ne pas tomber dans la critique, juste cerner le problème, puis passer la main, quand l'urgence est passée. Aux écoutantes, il est conseillé de se réapproprié tout ce qu'elles ont emmagasiné car ce réseau naissant a besoin de renforcement des capacités de chacune.

Le CIDDEF se donnera les moyens de continuer ce travail de formation, le travail en réseau sera renforcé, pour pouvoir mieux soutenir les écoutantes dans leur travail et les accompagner par un débriefing qui les aidera à évacuer leur stress.

La deuxième journée a été animée par Mme Marie – France Grangaud. Cette journée a été consacrée à la traduction du questionnaire sur les violences qu'utilisent les écoutantes des centres d'appel. Cette traduction a été faite du français vers l'arabe et le tamazight. Les participantes ont travaillé sur les termes et les mots utilisés lors de l'écoute.

Le troisième journée a été animée par Maître Nadia AIT ZAI. Cette journée a été consacrée à l'analyse des textes juridiques, notamment le code de la famille, textes dont certaines dispositions sont sources de violences. Il a été demandé aux participantes de dire les situations de violence issues d'un texte juridique qu'elles ont rencontré lors de l'écoute.

Les participantes ont donné les réponses suivantes :

- La première violence subie par la femme est la perte de garde des enfants (la Hadana) lorsqu'elle se remarie.
- le divorce sans motif (répudiation),
- l'expulsion de la mère et des enfants qui se retrouvent à la rue après le divorce.
- Le certificat de virginité qui est demandé par l'officier de l'état civil,
- Les deux témoins du sexe masculin ; condition de fond du contrat de mariage.



Mme Marie – France Grangaud
Statisticienne

- La présence obligatoire du tuteur matrimonial au mariage de sa fille majeure (diminution de la capacité juridique),
- mariage forcé,
- le viol conjugal non sanctionné.

La violence conjugale a été abordée, quand le mari interdit :

- de sortir,
- de travailler,
- de ne pas disposer de ses biens,

La cinquième formation a permis aux participantes d'enrichir leurs connaissances, elles ont appris comment se comporter face à une femme violente et comment la prendre en charge d'une manière efficace ■

